BUDGET DES DÉPENSES

Statistique Canada

Rapport sur le rendement

Pour la période se terminant
le 31 mars 1999

Canada

Présentation améliorée des rapports au Parlement
Document pilote

Le Budget des dépenses du gouvernement du Canada est divisé en plusieurs parties. Commençant par un aperçu des dépenses totales du gouvernement dans la Partie I, les documents deviennent de plus en plus détaillés. Dans la Partie II, les dépenses sont décrites selon les ministères, les organismes et les programmes. Cette partie renferme aussi le libellé proposé des conditions qui s'appliquent aux pouvoirs de dépenser qu'on demande au Parlement d'accorder.

Le *Rapport sur les plans et les priorités* fournit des détails supplémentaires sur chacun des ministères ainsi que sur leurs programmes qui sont principalement axés sur une planification plus stratégique et les renseignements sur les résultats escomptés.

Le *Rapport sur le rendement* met l'accent sur la responsabilisation basée sur les résultats en indiquant les réalisations en fonction des prévisions de rendement et les engagements à l'endroit des résultats qui sont exposés dans le *Rapport sur les plans et les priorités.*

©Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — 1999

En vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des

Éditions du gouvernement du Canada – TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

N^{o} de catalogue BT31-4/12-1999
ISBN 0-660-61024-8

Avant-propos

Le 24 avril 1997, la Chambre des communes a adopté une motion afin de répartir, dans le cadre d'un projet pilote, le document antérieurement désigné comme la *Partie III du Budget principal des dépenses* pour chaque ministère ou organisme en deux documents, soit le *Rapport sur les plans et les priorités* et le *Rapport ministériel sur le rendement.*

Cette décision découle des engagements pris par le gouvernement d'améliorer l'information fournie au Parlement sur la gestion des dépenses. Cette démarche vise à mieux cibler les résultats, à rendre plus transparente l'information fournie et à moderniser la préparation de cette information.

Cette année, le rapport d'automne sur le rendement comprend 82 rapports ministériels sur le rendement ainsi que le rapport du gouvernement intitulé *Une gestion axée sur les résultats* – Volume 1 et 2.

Ce ***Rapport ministériel sur le rendement***, qui couvre la période se terminant le 31 mars 1999, porte sur une responsabilisation axée sur les résultats en signalant les réalisations par rapport aux attentes en matière de rendement et aux engagements en matière de résultats énoncés dans le projet pilote de *Rapport sur les plans et priorités* pour 1998-1999. Les principaux engagements en matière de résultats pour l'ensemble des ministères et organismes sont aussi inclus dans *Une gestion axée sur les résultats* - Volume 2.

Il faut, dans le contexte d'une gestion axée sur les résultats, présiser les résultats de programme prévus, élaborer des indicateurs pertinents pour démontrer le rendement, perfectionner la capacité de générer de l'information et soumettre un rapport équilibré sur les réalisations. Gérer en fonction des résultats et en rendre compte nécessitent un travail soutenu dans toute l'administration fédérale.

Le gouvernement continue de perfectionner et de mettre au point tant la gestion que la communication des résultats. Le perfectionnement découle de l'expérience acquise, les utilisateurs fournissant au fur et à mesure des précisions sur leurs besoins en information. Les rapports sur le rendement et leur utilisation continueront de faire l'objet d'un suivi pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins actuels et en évolution du Parlement.

Ce rapport peut être consulté par voie électronique sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor à l'adresse suivante : http://www.tbs-sct.gc.ca/tb/fkey.html

Les observations ou les questions peuvent être adressées au gestionnaire du site Internet du SCT ou à l'organisme suivant:

Secteur de la planification, du rendement et des rapports
Secrétariat du Conseil du Trésor
L'Esplanade Laurier
Ottawa (Ontario) Canada K1A OR5
Téléphone : (613) 957-7042
Télécopieur : (613) 957-7044

Statistique Canada Statistics Canada

Statistique Canada

Rapport sur le rendement

pour la période
se terminant
le 31 mars 1999

John Manley
Ministre de l'Industrie

Table des matières

SOMMAIRE EXÉCUTIF **5**

SECTION I : **6**

MESSAGE DU MINISTRE POUR LE PORTEFEUILLE 6

SECTION II : APERÇU DE L'ORGANISME **8**

MANDAT 8
ÉNONCÉ DE MISSION 8
ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL 8
OBJECTIFS 9
PARTENAIRES 9
ORGANIGRAMME DES SECTEURS DE PROGRAMME ET DES SECTEURS D'ACTIVITÉ 11

DESCRIPTIONS DES SECTEURS D'ACTIVITÉ **12**

1. STATISTIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE 12
2. STATISTIQUE DU RECENSEMENT DE LA POPULATION 13

SECTION III : RENDEMENT DE L'ORGANISME **14**

A. ATTENTES EN MATIÈRE DE RENDEMENT 14
B. RÉALISATIONS EN MATIÈRE DE RENDEMENT 16
PERTINENCE DU PROGRAMME 16
Améliorations des programmes résultant de la rétroaction des utilisateurs *17*
Soutien dans la prise de décisions stratégiques *18*
Production de nouvelles données statistiques *23*
EXACTITUDE DE L'INFORMATION 31
Taux de réponse *32*
Tendances en matière de couverture et coefficients de variation *33*
Analyses périodiques des habitudes de révision des données statistiques *35*
ACTUALITÉ DE L'INFORMATION 36
Mesures du temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion *36*
ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION 37
Accès aux produits et aux services d'information *38*
Accès par l'intermédiaire d'Internet *38*
INTELLIGIBILITÉ DE L'INFORMATION 46
Disponibilité de descripteurs de la qualité et de notes techniques *46*
COHÉRENCE DE L'INFORMATION 47
UNE INFRASTRUCTURE NATIONALE DE LA CONNAISSANCE STATISTIQUE 48
Calcul du fardeau de réponse *48*
Utilisation de données administratives en remplacement des enquêtes *50*
Évolution d'autres moyens de déclaration et de collecte des données *51*
Sondage d'opinion auprès des employés *51*
Taux de roulement des employés *51*
Investissement dans la formation des employés *52*

SECTION IV : GROUPEMENT DE RAPPORTS **53**

Question de gestion — Passage à l'an 2000 ..... *53*

SECTION V : RENDEMENT FINANCIER **54**

TABLEAUX FINANCIERS RÉCAPITULATIFS 54

VI : AUTRES RENSEIGNEMENTS **58**

A. CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX 58

B. MANDAT LÉGISLATIF 59
C. MAINTIEN DE LA PERTINENCE DU PROGRAMME 60
D. DATES DE DIFFUSION PRÉÉTABLIES DES PRINCIPALES ENQUÊTES 62
E. INDEX 63

Tableaux

Tableau 1. Ressources de 1998-1999 par secteur de programme et par secteur d'activité _____ *11*
Tableau 2. Engagements clés de l'organisme _____ *14*
Tableau 3. Taux de réponse pour certaines grandes enquêtes _____ *32*
Tableau 5. Coefficients de variation pour certaines grandes enquêtes _____ *35*
Tableau 6. Temps écoulé entre la période de référence et les dates de diffusion (certaines grandes enquêtes) _____ *37*
Tableau financier 1 Sommaire des crédits approuvés _____ *54*
Tableau financier 2 Comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles _____ *55*
Tableau financier 3 Comparaison historique des dépenses totales prévues et des dépenses réelles _____ *56*
Tableau financier 6 Recettes disponibles _____ *56*
Tableau financier 7 Recettes non disponibles _____ *56*
Tableau financier 9 Paiements de transfert _____ *57*
Domaines principaux, produits choisis et niveau de service _____ *62*

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Statistique Canada est l'organisme statistique central du Canada chargé de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens.

Le présent rapport donne un aperçu de la mission et des priorités de Statistique Canada de même que des activités qu'il mène dans deux grands secteurs d'activité, soit la statistique économique et sociale et la statistique du Recensement de la population. Il traite aussi de la mesure du rendement de l'organisme en fonction d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

En 1998-1999, Statistique Canada a fait des progrès sur plusieurs plans. On a reconnu qu'il y avait de nouveaux besoins de renseignements pour la formulation des politiques dans les domaines de l'économie du savoir, de la croissance économique, de la cohésion sociale, du développement des ressources humaines et des défis et possibilités de la mondialisation. L'organisme élabore actuellement des façons appropriées d'améliorer les enquêtes et crée de nouvelles enquêtes afin de répondre à ces besoins. De plus, de nouvelles façons d'améliorer et d'accroître l'étendue des enquêtes ont été conçues dans le domaine des peuples autochtones et dans le cadre du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales. Dans le cas de ce dernier, il s'agit de favoriser la formule d'allocation de la taxe de vente harmonisée. L'accès des usagers aux archives de données a été également amélioré par de nouveaux développements dans l'utilisation d'Internet.

Dans son rapport d'avril 1999, le vérificateur général a présenté un chapitre intitulé « La gestion de la qualité des statistiques » dans lequel il note l'engagement qu'a pris Statistique Canada de produire des statistiques de grande qualité et de veiller à toujours améliorer cette qualité. Le rapport comporte aussi l'observation suivante : « Nous avons également remarqué que le Bureau est largement respecté parmi ses pairs, et possède une réputation internationale non surpassée au chapitre de l'indépendance, de l'innovation et de la qualité. En effet, bon nombre d'employés d'autres organismes statistiques de premier plan que nous avons interviewés ont souligné qu'ils étaient complimentés lorsque leur organisme était considéré comme un exemple à suivre par Statistique Canada, alors qu'en fait, il s'efforçait d'égaler celle-ci. » [traduction] Mais le vérificateur général constate également des lacunes dans le Rapport sur le rendement de Statistique Canada, particulièrement en ce qui a trait aux explications sur l'exactitude, l'intelligibilité et la cohérence de l'information, soit des facteurs importants figurant dans le cadre de qualité de l'organisme. Le Bureau a restructuré son Rapport sur le rendement de 1998-1999 pour corriger cette lacune. Il reconnaît que la déclaration de l'information sur le rendement évolue constamment et il poursuivra ses efforts pour l'améliorer dans l'année à venir.

SECTION I :

Message du Ministre pour le Portefeuille

À l'aube du nouveau millénaire, le Canada, fort et dynamique, est bien placé pour assumer un rôle d'avant-garde dans l'économie mondiale du savoir et pour en faire profiter tous les membres de sa population. La nouvelle économie mondiale diffère fondamentalement de celle que nous avons connue pendant la majeure partie du siècle qui s'achève : ses principales pierres d'angle sont le savoir, l'information, l'innovation et la technologie, et elle évolue à un rythme sans précédent. Aujourd'hui, il est important que les entreprises et les particuliers soient branchés à l'inforoute, mais demain, ce sera une nécessité absolue. Les communications électroniques abattent les obstacles que sont la distance et le temps, et les effets de ce phénomène se font sentir partout au Canada, depuis les plus grandes métropoles jusqu'aux régions éloignées où l'autoroute de l'information est la seule autoroute!

Les membres du Portefeuille de l'Industrie

Agence de promotion économique du Canada atlantique
Agence spatiale canadienne
Banque de développement du Canada*
Commission du droit d'auteur Canada
Conseil canadien des normes*
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
Conseil national de recherches Canada
Développement économique Canada pour les régions du Québec
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Industrie Canada
Statistique Canada
Tribunal de la concurrence

** N'est pas tenu de soumettre un rapport du rendement*

Pour conserver au Canada sa place à l'avant-garde de cette économie mondiale, le gouvernement investit beaucoup dans le savoir, l'innovation et la connectivité, de manière à créer des emplois bien payés et à améliorer le niveau de vie de la population canadienne. En ma qualité de ministre de l'Industrie, je dirige un portefeuille qui rassemble la majorité des ministères et organismes fédéraux auxquels il incombe de promouvoir l'innovation par le biais des sciences et de la technologie et de faire avancer le savoir. Le Portefeuille de l'Industrie dispose de plus de 40 p. 100 de tous les fonds fédéraux consacrés aux S-T, il mène une vaste gamme de programmes pour aider les entreprises (en particulier, les petites et moyennes entreprises) dans toutes les régions du pays, il a mis sur pied un cadre de fonctionnement du commerce électronique qui sert de modèle au monde entier et il assure avec souplesse un soutien aux exportateurs : c'est pourquoi il représente un outil puissant dont le gouvernement se sert pour aider le Canada à opérer la transition à l'économie et à la société du savoir du XXIe siècle.

La tendance à la mondialisation comporte d'autres défis pour le Canada, dont l'économie est une des plus ouvertes du monde. Le Portefeuille de l'Industrie collabore avec les secteurs public et privé et avec les milieux universitaires pour aider les entreprises

canadiennes à faire face et à s'adapter à ces défis, de manière qu'elles puissent devenir et demeurer compétitives sur le marché mondial. Par son programme d'action, le gouvernement cherche fondamentalement à saisir les occasions qu'offre l'économie mondiale afin de créer des emplois et d'engendrer la prospérité pour les Canadiennes et les Canadiens; or, le Portefeuille de l'Industrie joue un rôle déterminant lorsqu'il s'agit de mettre ce programme à exécution.

Je suis heureux de présenter ce rapport du rendement de Statistique Canada. Le rapport montre comment l' agence a contribué à réaliser le programme du gouvernement, en décrivant les engagements qu'elle a pris et en faisant valoir la mesure dans laquelle il a réussi à remplir ces derniers au cours de l'exercice 1998-1999.

En 1998-1999, Statistique Canada a fait des progrès sur plusieurs plans. On a reconnu qu'il y avait de nouveaux besoins de renseignements pour la formulation des politiques dans les domaines de l'économie du savoir, de la croissance économique, de la cohésion sociale, du développement des ressources humaines et des défis et possibilités de la mondialisation. L'organisme élabore actuellement des façons appropriées d'améliorer les enquêtes existentes et crée de nouvelles enquêtes afin de répondre à ces besoins. De plus, de nouvelles façons d'améliorer et d'accroître l'étendue des enquêtes ont été conçues dans le domaine des peuples autochtones et dans le cadre du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (cette dernière favorisera la formule d'allocation de la taxe de vente harmonisée).

Je suis fier de ce que le Portefeuille de l'Industrie fait pour aider le gouvernement à atteindre ses objectifs primordiaux, à savoir édifier un Canada toujours plus fort, créer des débouchés pour tous les Canadiens et investir dans le savoir et dans l'innovation.

L'honorable John Manley

SECTION II : APERÇU DE L'ORGANISME

Mandat

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*. En vertu de celle-ci, l'organisme, sous la direction du ministre, est chargé de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens. Statistique Canada est également appelé à diriger l'appareil statistique du pays et à coordonner ses activités. En vertu d'autres lois fédérales, Statistique Canada doit également fournir des données à des fins particulières.

Recueillir, dépouiller, analyser et publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens.

Énoncé de mission

La mission de Statistique Canada est d'informer les citoyens, les entreprises et les administrations publiques du Canada sur l'évolution de la société et de l'économie, et de promouvoir un appareil statistique national de grande qualité.

Environnement opérationnel

Nombreux sont les moyens d'évaluer l'état d'une nation et de son peuple. Pour y parvenir, on doit disposer d'information sur les dimensions nombreuses et variées de l'État-nation moderne, comme de l'information sur sa population, son économie, ses ressources ainsi que sur sa vie sociale et culturelle. Aux termes de la Constitution canadienne, c'est au gouvernement fédéral qu'il incombe de produire des statistiques. Aux termes de la *Loi sur la statistique*, le Parlement a désigné Statistique Canada comme l'organisme central chargé de produire ces statistiques. Cette tâche est de toute première importance dans une société ouverte et démocratique puisqu'elle permet aux Canadiens et à leurs représentants élus d'avoir une information objective sur l'évolution de notre société et de notre économie.

La collecte de l'information suppose un partenariat avec tous les Canadiens. Ces derniers y contribuent et en profitent. Statistique Canada recueille d'abord de l'information dans le cadre d'enquêtes et en accédant à des documents administratifs. Puis, après avoir dépouillé et analysé cette information, il la communique par le biais d'une vaste gamme de produits d'information.

On a utilisé de façon croissante les données de l'organisme à des fins législatives et de réglementation. Elles ont ainsi servi à la distribution des fonds fédéraux aux provinces (*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*); au partage des recettes fiscales fédérales-provinciales (*Taxe de vente harmonisée*); à l'indexation des prestations aux bénéficiaires et des crédits d'impôts du gouvernement fédéral (*Loi de l'impôt sur le revenu*); à l'établissement des domaines d'admissibilité aux prestations

supplémentaires (*Loi sur l'assurance-emploi*); à la répartition des sièges parlementaires entre les provinces et à la délimitation des circonscriptions électorales fédérales (*Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*); à la désignation de régions fédérales où il y a prestation de services bilingues (*Lois sur les langues officielles*) et à l'évaluation de la fréquence des sous-populations faisant l'objet du programme fédéral d'équité en matière d'emploi (*Loi sur l'équité en matière d'emploi*).

La structure du Programme de Statistique Canada a de tout temps permis de fournir des statistiques macroéconomiques, microéconomiques et sociodémographiques, ainsi que des renseignements statistiques sur les institutions publiques et les programmes. De telles données n'ont rien perdu de leur pertinence. Cependant, les questions de l'heure engendrent une demande soutenue de nouveaux types de données (par exemple, on a exprimé le besoin d'améliorer les renseignements sur l'éducation et la transition entre l'école et le marché du travail, la santé des Canadiens et le système qui la soutient, les effets de la mondialisation, le fonctionnement de l'économie canadienne, les facteurs influant sur la compétitivité du Canada sur les marchés mondiaux, l'incidence de la science et de la technologie, l'issue des programmes gouvernementaux et la situation de diverses sous-populations de la société canadienne). Assurer le bien-fondé du Programme de Statistique Canada en comblant de tels besoins en information constitue l'un des principaux objectifs de l'organisme.

Objectifs

Les deux principaux objectifs de Statistique Canada découlent de son mandat :

- Produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne afin d'étayer l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et des programmes publics, de faciliter la prise de décisions dans les secteurs public et privé, et de servir l'intérêt général de tous les Canadiens.
- Promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité des statistiques canadiennes en collaborant avec les autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'avec les provinces et les territoires, et en se conformant à des normes et pratiques scientifiques éprouvées.

Partenaires

Dans ses opérations et ses priorités, Statistique Canada doit tenir compte d'une très vaste gamme de groupes d'intérêt — les grands utilisateurs fédéraux et provinciaux, une multitude d'autres utilisateurs, les répondants et d'autres organismes dont les données administratives constituent une source importante de renseignements. Les principaux partenaires de l'organisme sont les suivants :

- ***Le public et les médias :*** Les renseignements de base que recueille Statistique Canada sur la société canadienne – notamment sur la croissance économique,

l'emploi, l'inflation, la balance des paiements, la population, le revenu des familles, la santé, l'éducation, la justice et plusieurs autres questions – sont en grande partie communiqués au public par l'intermédiaire des médias.

- ***Le gouvernement :*** Les décisions en matière de politiques et de programmes donnent lieu à de nouvelles demandes de renseignements statistiques, et les décisions administratives et budgétaires du gouvernement influent sur la façon dont le Bureau peut répondre aux demandes.
- ***Les ministères et organismes fédéraux :*** La plupart des ministères font grand usage des données de Statistique Canada et plusieurs d'entre eux lui fournissent également de nombreuses données administratives.
- ***Les administrations provinciales et territoriales :*** À l'instar de l'administration fédérale, les administrations provinciales et territoriales comptent beaucoup sur les données que Statistique Canada peut produire dans tous les domaines dont il est chargé; elles lui fournissent également beaucoup de données sur la santé, l'éducation et la justice.
- ***Les entreprises et les syndicats :*** Les entreprises et les syndicats sont d'importants utilisateurs des renseignements produits par le Bureau, et le fardeau que représentent les enquêtes pour le monde des affaires est un important facteur de la conception des programmes.
- ***Le secteur universitaire :*** Le secteur universitaire fait grand usage des données de Statistique Canada à des fins de recherche et d'enseignement; il est aussi considéré par le Bureau comme une source de consultation importante.
- ***Les organismes étrangers et internationaux :*** Statistique Canada entretient des rapports étroits avec des organisations scientifiques et intergouvernementales internationales afin de partager une expertise professionnelle et d'encourager le recours à des pratiques, des normes et des concepts communs. L'appartenance du Canada à des organisations internationales, notamment les Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques, requiert que les produits du Bureau soient conformes aux normes internationales pour que les données sur les phénomènes sociaux et économiques du Canada puissent toujours être comparées à celles d'autres pays.
- ***Les autres groupes clients :*** Statistique Canada doit également tenir compte des intérêts de nombreux autres utilisateurs, dont les administrations régionales et locales, les bibliothèques publiques, les associations professionnelles, les instituts de recherche et les groupes d'intérêts spéciaux.

Statistique Canada diffuse ses renseignements par des communiqués et des publications, par des moyens électroniques et sous forme de réponses à des demandes directes. Il offre en outre, suivant une formule de recouvrement des coûts, des produits et services spécialisés, comme des conseils sur la conception et la mise en œuvre de projets de collecte de données pour les ministères et organismes fédéraux. (Veuillez consulter la section IV du Rapport sur le rendement de Statistique Canada de 1997-1998 concernant les produits statistiques, leurs utilisateurs et l'utilisation qu'on peut en faire.)

Organigramme des secteurs de programme et des secteurs d'activité

Le ministre de l'Industrie est responsable de Statistique Canada. L'organisme est dirigé par le statisticien en chef du Canada, qui est secondé par six statisticiens en chef adjoints (SCA) : trois sont responsables de programmes statistiques et trois, de services techniques et de gestion. Le tableau suivant indique les rapports entre les deux principaux secteurs d'activité du Programme de Statistique Canada et la structure organisationnelle. Il expose également en détail les ressources de 1998-1999 par secteur de programme et par secteur d'activité.

Tableau 1. Ressources de 1998-1999 par secteur de programme et par secteur d'activité

(comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles, en millions de dollars)

Ministre de l'Industrie

Statisticien en chef

Secteurs d'activité	SCA Statistique sociale, des institutions et du travail	SCA Statistique du commerce et des entreprises	SCA Études analytiques et comptes nationaux	SCA Communi-cations et opérations	SCA Informa-tique et méthodo-logie	SCA Services de gestion	Sous-totaux	Recettes nettes en vertu d'un crédit	Totaux	Pourcentage du TOTAL
Statistique économique et sociale	42,3 *45,1* **46,0**	66,9 *69,6* **70,0**	27,8 *28,6* **28,7**	65,8 *71,3* **70,8**	50,3 *53,2* **53,6**	78,1 *87,9* **70,2**	331,2 *355,7* **339,3**	55,9 *55,9* **48,1**	275,3 *299,8* **291,2**	87 % *87 %* **87 %**
Statistique du Recensement de la population	23,2 *23,8* **23,6**	--- --- **0,0**	--- --- **0,0**	13,3 *14,3* **13,3**	15,9 *16,4* **16,1**	7,2 *9,0* **9,4**	59,6 *63,5* **62,4**	18,1 *18,1* **17,7**	41,5 *45,4* **44,7**	13 % *13 %* **13 %**
Ensemble du Programme	65,5 *68,9* **69,6**	66,9 *69,6* **70,0**	27,8 *28,6* **28,7**	79,1 *85,6* **84,1**	66,2 *69,6* **69,7**	85,3 *96,9* **79,6**	390,8 *419,2* **401,7**	74,0 *74,0* **65,8**	316,8 *345,2* **335,9**	100 % *100 %* **100 %**

Nota : Les chiffres en caractères ordinaires indiquent les dépenses prévues pour 1998-1999, les chiffres en italiques indiquent les autorisations totales pour 1998-1999 et les chiffres en caractères gras indiquent les dépenses et les recettes réelles de 1998-1999.

DESCRIPTIONS DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Pour mieux faire comprendre son programme, Statistique Canada a regroupé ses activités en deux grands secteurs d'activité : la statistique économique et sociale et la statistique du Recensement de la population.

1. Statistique économique et sociale

Statistique économique et sociale

Dépenses prévues	275 300 000 $
Autorisations totales	*299 800 000 $*
Dépenses réelles de 1998-1999	**291 200 000 $**

Explication de l'écart entre les dépenses prévues et les autorisations totales
Les autorisations totales de dépenser pour l'exercice de 1998-1999 sont de 24,5 millions de dollars plus élevées que le total des dépenses prévues de 1998-1999, ce qui équivaut à un écart de 9 %. Des ressources additionnelles ont été reçues par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaires pour fournir principalement la compensation de la convention collective.

Description

Ce sont les activités des deux secteurs de service formant ce secteur d'activité — la statistique économique et la statistique sociale — qui en tracent le portrait le plus fidèle. Il est important de noter que la ligne qui sépare ces deux secteurs de service est floue : l'emploi et le chômage sont des phénomènes tant sociaux qu'économiques, au même titre que l'éducation, le coût de la vie et l'inflation.

1. Statistique économique

Ce secteur de service fournit de l'information et des analyses sur la gamme complète des activités économiques du Canada, tant du point de vue national qu'international, par l'entremise d'un ensemble de statistiques macroéconomiques. Une autre composante de ce secteur de service porte sur les secteurs des entreprises, du commerce et du tourisme de l'économie canadienne. Elle fournit notamment une mesure de la valeur de la production, des structures de coûts, des marchandises produites et consommées, des flux et des stocks de capital fixe utilisé dans l'économie, du degré d'utilisation de la capacité, des estimations des dépenses annuelles en capital prévues pour les entreprises et les administrations publiques, ainsi qu'une mesure de la fluctuation des prix des marchandises industrielles, des dépenses en capital et de la construction.

En outre, elle fournit de l'information sur le volume et les incidences financières des voyages internationaux à destination ou en partance du Canada, de même que sur la mesure de la fluctuation des prix de détail, sur les activités scientifiques et technologiques des administrations fédérales et provinciales et sur la recherche et le développement au sein des administrations publiques et des autres secteurs de l'économie.

2. Statistique sociale

Ce secteur de service fournit de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui peuvent contribuer à leur bien-être. Elle comprend la mesure des revenus et des dépenses des ménages, la mesure de l'emploi, du chômage, ainsi que des coûts et des avantages qui y sont reliés, de même que la mesure du revenu du travail et des facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre. Elle fournit en outre de l'information sur des sujets d'intérêt donnés relativement à la politique sociale.

Ce secteur de service fournit également de l'information et des analyses portant sur les installations, les organismes et les systèmes que subventionne l'État afin de répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens. Elle englobe les systèmes de justice, de soins de santé et d'éducation, de même que les institutions et les industries culturelles. L'information qu'elle fournit porte sur la nature et l'étendue de leurs services et de leurs activités et sur les caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ils dispensent des services. L'organisme tente de plus en plus d'aller au-delà de l'orientation institutionnelle de cette composante et d'illustrer comment les systèmes de soins de santé, d'éducation et de justice influent sur les Canadiens.

2. Statistique du Recensement de la population

Statistique du Recensement de la population

Dépenses prévues	41 500 000 $
Autorisations totales	*45 400 000 $*
Dépenses réelles de 1998-1999	**44 700 000$**

Explication de l'écart entre les dépenses prévues et les autorisations totales
Les autorisations totales de dépenser pour l'exercice de 1998-1999 sont de 3,9 millions de dollars plus élevées que le total des dépenses prévues de 1998-1999, ce qui équivaut à un écart de 9 %. Des ressources additionnelles ont été reçues par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaires pour fournir principalement la compensation de la convention collective.

Description

Ce secteur d'activité fournit des renseignements statistiques provenant du Recensement de la population. Ce dernier fournit des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il fournit des renseignements détaillés sur les sous-populations et des renseignements détaillés se rapportant à de petites régions géographiques, renseignements qui ne peuvent être fournis au moyen d'enquêtes par sondage. Les estimations de la population et de sa structure démographique intercensitaire, ainsi que les projections démographiques, s'appuient sur des données tirées du recensement.

Les chiffres de population et les estimations de la population permettent d'établir les limites des circonscriptions électorales, la distribution des paiements de transfert fédéraux et le transfert et la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipales, les conseils scolaires et autres organismes locaux des provinces.

SECTION III : RENDEMENT DE L'ORGANISME

A. Attentes en matière de rendement

La raison d'être de l'organisme réside dans la production d'information de nature statistique. L'efficacité de Statistique Canada dépend de sa crédibilité, de la pertinence de son information, de la qualité et de l'accessibilité de ses produits, du respect de normes professionnelles élevées ainsi que du contrôle du fardeau des répondants.

Statistique Canada s'engage à atteindre, dans ses deux secteurs d'activité, les résultats clés qui apparaissent dans le tableau suivant. Ce tableau fait ressortir les mesures du rendement dont il entend se servir pour surveiller l'atteinte de ses objectifs.

Tableau 2. Engagements clés de l'organisme

Statistique Canada s'engage à fournir aux Canadiens :	**Comme en témoignent :**
Des statistiques objectives et non partisanes permettant d'évaluer divers aspects de l'économie et de la société canadienne qui sont : • applicables à l'élaboration des politiques et à la prise de décision; • sensibles aux problèmes nouveaux; • de haute qualité; et qui permettent de : • répondre aux exigences légales; • renseigner les Canadiens sur les problèmes économiques et sociaux courants et naissants; • maintenir une infrastructure nationale d'information statistique.	**Pertinence :** • l'utilisation de statistiques pour formuler les politiques et prendre des décisions; • la production de nouvelles données statistiques dans les domaines requis pour élaborer des politiques et prendre des décisions; • la production de renseignements qui permettent de comprendre plus facilement les antécédents, les tendances et les problèmes économiques et sociaux au Canada; • la mesure dans laquelle les données statistiques sont utilisables aux fins pour lesquelles elles sont produites et répondent aux besoins des utilisateurs; **Qualité de l'information :** • la diffusion en temps opportun de renseignements statistiques de grande qualité; • la production de statistiques conformes aux normes nationales et internationales reconnues; • la production de descripteurs de la qualité et de notes techniques; • la production de statistiques disponibles aux Canadiens; **Maintien d'une infrastructure nationale de renseignements statistiques :** • le contrôle du fardeau des répondants; • l'utilisation maximale des données administratives; • l'utilisation de méthodes et technologies modernes; • l'emploi de personnel qui est compétent et qui réagit bien.

L'évaluation du rendement en regard des engagements susmentionnés se fera grâce aux indicateurs suivants :

Évaluation du rendement en regard des engagements :	**Indicateurs de rendement :**	**Réalisations indiquées à la page**
Pertinence du programme : • Utilisation de statistiques pour formuler les politiques et prendre des décisions. • Production de nouvelles données statistiques dans les domaines requis pour élaborer des politiques et prendre des décisions. • Production de renseignements qui permettent de comprendre plus facilement les antécédents, les tendances et les problèmes économiques et sociaux au Canada. • Mesure dans laquelle les données statistiques sont utilisables aux fins pour lesquelles elles sont produites et répondent aux besoins des utilisateurs. **Qualité de l'information :** • Diffusion en temps opportun de renseignements statistiques de grande qualité. • Production de statistiques conformes aux normes nationales et internationales reconnues. • Disponibilité de descripteurs de la qualité et de notes techniques. • Production de statistiques disponibles aux Canadiens. **Maintien d'une infrastructure nationale de renseignements statistiques :** • Contrôle du fardeau des répondants. • Utilisation maximale des données administratives. • Utilisation de méthodes et technologies modernes. • Emploi de personnel qui est compétent et qui réagit bien.	**Pertinence du programme :** Amélioration des programmes résultant de la rétroaction des utilisateurs. Soutien dans la prise de décisions stratégiques. Production de nouvelles données statistiques. **Exactitude de l'information :** Taux de réponse (enquêtes essentielles à la mission*). Tendances en matière de couverture et coefficients de variation (enquêtes essentielles à la mission). Analyses périodiques des habitudes de révision des données statistiques. **Actualité de l'information :** Mesures du temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion. **Accessibilité de l'information :** Accès aux produits et aux services d'information, y compris : • les mentions dans les médias; • l'accès par l'intermédiaire d'Internet; • le contenu du site Internet de Statistique Canada; • les contacts des clients avec les bureaux régionaux; • les ventes; • le partenariat; • les mesures de la satisfaction des clients. **Intelligibilité de l'information :** Disponibilité de descripteurs de la qualité et de notes techniques. Existence de métadonnées. **Cohérence de l'information :** Utilisation des systèmes de classification (enquêtes essentielles à la mission). **Maintien d'une infrastructure nationale de la connaissance statistique :** Calcul du fardeau de réponse. Utilisation de données administratives en remplacement des enquêtes. Évolution d'autres moyens de déclaration et de collecte des données. Sondage d'opinion auprès des employés. Taux de roulement des employés. Investissement dans la formation des employés.	17 18 23 32 33 35 36 38 38 39 40 41 41 44 46 46 47 48 50 51 51 51 52

*Enquêtes essentielles à la mission : L'organisme n'a pas de systèmes essentiels à la mission du gouvernement dans son ensemble. Il a cependant déterminé que les programmes qui établissent les principaux indicateurs socioéconomiques courants sont des programmes essentiels à sa propre mission. Ce sont les suivants : Enquête sur la population active, Indice des prix à la consommation, Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, statistiques du commerce international, Enquête mensuelle sur le commerce de gros et de détail, produit intérieur brut trimestriel, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (composante du revenu), Enquête financière trimestrielle, indice des prix des produits industriels. Ces grands programmes seront considérés en tant que groupe dans un certain nombre d'indicateurs qui suivent.

B. Réalisations en matière de rendement

Rendement de l'organisme

Le rendement d'un organisme statistique national est fondamentalement une notion multidimensionnelle selon laquelle diverses clientèles s'intéressent à différentes dimensions de ce rendement. Statistique Canada sait qu'il a une responsabilité morale de faire état de certaines dimensions de son rendement qui ne sont pas visibles à l'extérieur de l'organisme. Il pense également qu'il y a quatre dimensions principales du rendement qui sont cruciales pour un organisme statistique national et que chacune de ces dimensions intéresse plus particulièrement une partie ou l'autre. Les voici :

1. Les **utilisateurs** des produits d'information ont un intérêt dans la **qualité** de ces produits et la « qualité » tient ici essentiellement à l'aptitude à l'usage.
2. Les **bailleurs de fonds** des activités, soit les contribuables du Canada et les fonctionnaires chargés de gérer les fonds publics, ont un intérêt dans le **rendement financier**, soit l'efficience, la bonne gestion et le bon usage de l'argent des contribuables.
3. Les **répondants** des enquêtes, ainsi que leurs représentants, ont un intérêt dans le **fardeau de réponse** qui leur est imposé, sur leur interaction avec l'organisme et dans le soin que prend l'organisme pour protéger l'information qu'il lui ont confiée.
4. Les **employés** sur lesquels compte l'organisme et les organismes chargés des normes de gestion des ressources humaines au gouvernement ont un intérêt dans le **rendement de la gestion des ressources humaines**.

Il est impossible de produire des résultats quantitatifs directs ou des mesures des extrants pour tous les aspects du rendement. Statistique Canada a retenu une vaste notion de la qualité de l'information fondée sur l'aptitude à l'usage. Il y a six aspects de la qualité de l'information qui se rapportent à l'utilisation de l'information : pertinence, exactitude, actualité, accessibilité, intelligibilité, cohérence. Certains de ces aspects peuvent être quantifiés par des indicateurs numériques; certains sont mieux expliqués qualitativement, tandis que d'autres ne peuvent être évalués que selon la terminologie des procédés suivis par l'organisme (la section IV « Supplément d'information » du présent rapport décrit les processus utilisés par Statistique Canada pour assurer la pertinence continue de son programme mixte). C'est dans cet esprit que l'examen des réalisations de Statistique Canada pour l'exercice de 1998-1999 est présenté ci-dessous.

Pertinence du programme

On entend par pertinence du programme le degré auquel l'information produite répond aux besoins de l'ensemble des utilisateurs que veut servir l'organisme statistique national. Il convient davantage d'expliquer la pertinence comme il suit : dans quelle mesure l'ensemble du répertoire de l'information disponible répond aux besoins des utilisateurs. On peut démontrer la pertinence en faisant une association entre la diffusion de l'information et la question d'intérêt public ou la question sociale qu'elle éclaire, car on met ainsi en relief l'utilité des extrants de l'organisme pour des questions qui sont manifestement importantes pour le pays. Statistique Canada tient à produire une

information statistique qui répond aux besoins actuels et futurs des Canadiens. Il faut accorder une attention soutenue pour veiller à la pertinence du programme en regard des changements économiques, sociaux et démographiques. On a élaboré plusieurs mesures de rendement.

Améliorations des programmes résultant de la rétroaction des utilisateurs

Modifications apportées aux programmes statistiques en fonction d'avis extérieurs et de l'examen de programme

Statistique Canada s'appuie sur de nombreux mécanismes consultatifs qui contribuent à l'examen constant de ses produits statistiques (vous trouverez à l'annexe 1 plus de renseignements sur ces mécanismes consultatifs). Les exemples suivants fournissent une indication de leur influence sur les programmes de Statistique Canada.

Statistiques de la santé — Le Comité consultatif de l'Enquête nationale sur la santé de la population, le Conseil de la statistique de l'état civil du Canada et le Conseil canadien des registres du cancer nous transmettent régulièrement des suggestions pour l'amélioration du programme des statistiques de la santé. En 1998-1999, le Comité consultatif de l'Enquête nationale sur la santé de la population a recommandé des modifications du contenu actuel et a indiqué quelles devaient être les priorités pour le contenu de la prochaine Enquête nationale sur la santé de la population. Ces modifications sont en voie d'être intégrées à l'enquête de 2000-2001.

Statistiques sur les services — C'est directement à la suite des commentaires des utilisateurs, plus précisément ceux d'Industrie Canada, que nous avons repensé l'*Enquête annuelle sur les services informatiques* et que nous avons élaboré une nouvelle *Enquête annuelle sur les services d'information en ligne*. Tant la première que la deuxième sont en voie d'élaboration dans le cadre du projet des *Indicateurs socioéconomiques de la « connectivité »* à l'intérieur des activités du projet « Lacunes statistiques II » en réponse à l'Initiative de recherches politiques (veuillez vous reporter à la section portant sur la production de nouvelles données statistiques dans le présent rapport). Ces deux secteurs d'activité sont importants non seulement en raison de leur croissance depuis quelques années, mais aussi parce qu'ils sont considérés comme des secteurs clés pour favoriser la connectivité interne au Canada de même que son raccordement au monde externe, la participation du Canada et son rôle de chef de file dans l'économie du savoir et le commerce électronique mondial.

Estimations démographiques — Les estimations démographiques ont un caractère central dans le système statistique. Elles nous permettent de pondérer les données des enquêtes et figurent au dénominateur d'un grand nombre de taux et d'indices. Elles jouent aussi un rôle prépondérant dans la répartition des transferts fédéraux. Le programme de démographie a diffusé, en septembre 1998, les estimations démographiques fondées à la fois sur les chiffres du Recensement de 1996 et une estimation du sous-dénombrement net. Pour 1996, les nouvelles estimations sont nettement inférieures aux anciennes (l'écart excède 250 000 personnes, ce qui correspond à presque une année de croissance

démographique). Il s'explique par deux facteurs : la surestimation de la population antérieurement estimée pour 1991 (de 100 000 personnes) et la sous-estimation de l'émigration internationale (de 150 000 à 200 000, soit de 30 000 à 40 000 personnes par année). Trois réunions du Comité fédéral-provincial-territorial de la démographie ont eu lieu entre avril et août 1998. Il en découle que le programme des estimations démographiques révisera sous peu les estimations de l'émigration internationale. De plus, un examen approfondi des études de couverture et des estimations de certaines composantes démographiques est en cours. Ces travaux nous permettront de valider les estimations publiées en septembre dernier, d'améliorer les estimations démographiques courantes et de planifier adéquatement les études de couverture du Recensement de 2001.

***Statistiques sur l'éducation* —** Le plan stratégique de 1997 du Centre de la statistique de l'éducation, qui est le résultat de consultations poussées avec les milieux de l'éducation, faisait ressortir la nécessité d'améliorer la qualité des données, d'élaborer des indicateurs de l'éducation et de mettre en œuvre de nouvelles enquêtes pour combler les lacunes statistiques. Pour améliorer la qualité des données, un comité (le Groupe de travail sur l'amélioration de la qualité du Programme de la statistique de l'éducation), dont font partie des représentants des ministères chargés de l'éducation, de même que du Centre de la statistique de l'éducation, est en voie de mettre en œuvre des propositions visant à améliorer la qualité des données. Le Centre a également participé avec les ministères à l'élaboration d'indicateurs valables de l'éducation pour consultation publique de même que pour leur utilisation par les décideurs et les administrateurs. Parmi les enquêtes nouvelles ou modifiées, mentionnons l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, l'Enquête auprès des jeunes en transition, intégrée au Programme international pour le suivi des acquis des élèves, l'Enquête internationale sur les compétences nécessaires à la vie courante et l'Enquête sur les transitions au postsecondaire.

***Recensement de la population* —** En préparation au Recensement de 2001, Statistique Canada a maintenu sa tradition de consultation des utilisateurs des données et d'autres personnes intéressées pour obtenir leur point de vue sur le contenu du prochain questionnaire du recensement. Ces consultations ont grandement contribué à l'élaboration du Test du Recensement national, dans lequel un certain nombre de suggestions ont été mises à l'essai. Les résultats de ce test, combinés avec les résultats de tests qualitatifs, serviront à la rédaction des recommandations définitives qui seront présentées au Cabinet à l'automne de 1999.

Soutien dans la prise de décisions stratégiques

Statistique Canada est le centre du système d'information économique et sociale du Canada. Il répond aux besoins en information de tous les ordres de gouvernement, des entreprises et des syndicats, des médias, du secteur universitaire et du public en général. Les plus grands défis auxquels fait face le pays ne nécessitent pas seulement de l'information descriptive exacte sur ce qui est en jeu. L'analyse des problèmes requiert des renseignements qui vont donner un aperçu des réalités et des causalités sous-jacentes et qui vont faciliter les décisions basées sur la meilleure compréhension possible des faits de ce

qui est impliqué. Les résultats suivants ont servi à répondre aux questions importantes et de supporter le débat d'orientation de politique.

Statistiques de la santé

Chaque numéro de *Rapports sur la santé*, qui est la publication vedette de l'organisme pour l'information sur la santé, met en vedette des sujets d'intérêt actuel pour les chercheurs et les décideurs en santé, de même que pour les Canadiens en général. Voici les constatations faites en 1998-1999 :

- Moins de 5 % des Canadiens adultes ont indiqué avoir souffert d'une maladie du cœur en 1994-1995.
- Les personnes qui ont commencé à fumer au début de leur adolescence sont de plus grands fumeurs quotidiens de cigarettes et sont moins susceptibles d'abandonner, comparativement aux fumeurs qui ont commencé plus tard.
- Les taux de cancer sont généralement plus élevés au Québec et en Nouvelle-Écosse et plus faibles dans les trois provinces les plus à l'ouest, ce qui est une indication des variantes dans l'habitude de fumer, le régime alimentaire et l'ampleur des programmes de lutte contre le cancer.
- Après des années de hausses constantes, l'incidence du mélanome et les taux de mortalité se sont stabilisés en raison de la baisse des taux chez les groupes d'âge plus jeunes.
- La prévalence de l'asthme chez les jeunes enfants a augmenté radicalement au cours des deux dernières décennies. En 1978-1979, environ 2,5 % des enfants de moins de 15 ans étaient déclarés asthmatiques. En 1994-1995, cette proportion s'établissait à 11,2 %.

Résultats de la dernière Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes

Depuis 1986, il y a eu une baisse de l'habitude de fumer chez tous les travailleurs excepté les cols bleus qui travaillent à l'extérieur. Environ 6 travailleurs à plein temps sur 10 qui fument quotidiennement se sont heurtés à des contraintes dans leur milieu de travail. Nous avons examiné les résultats de la dernière Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes en fonction de certaines variables en vue de faire ressortir certaines des tendances les plus intéressantes. Les voici :

- Les enfants des familles à faible revenu sont plus susceptibles d'avoir des problèmes de comportement ou de doubler une année.
- Les enfants qui vivent dans des familles dont les parents sont plus jeunes sont plus susceptibles de faire partie du groupe des plus faibles revenus.
- Les enfants de familles à faible revenu sont moins susceptibles d'être en excellente ou en très bonne santé.
- Le comportement des parents est important :
  - Les enfants qui n'ont pas eu de bons rapports avec leurs parents étaient deux fois plus susceptibles de manifester des problèmes de comportement constants que les enfants qui avaient eu de bons rapports avec leurs parents.
  - Les enfants qui ont été en rapport avec des parents hostiles ou qui remplissent mal leur rôle de parent étaient neuf fois plus susceptibles de manifester des problèmes

de comportement dans ces deux années que les enfants qui n'avaient pas été exposés à de telles attitudes.

La connaissance de la situation des groupes de langue officielle

Statistique Canada fait partie des ministères et organismes clés qui doivent établir et diffuser tous les ans, depuis 1995, un plan d'action tendant à la promotion du français et de l'anglais dans la société canadienne. Il s'agit de mettre en œuvre l'engagement du gouvernement fédéral « à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du pays et à appuyer leur développement, ainsi qu'à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne » (article 41 de la *Loi sur les langues officielles*). Statistique Canada a publié, en 1998-1999, une analyse sommaire de la situation démolinguistique du pays. L'ouvrage, les *Langues au Canada : Recensement de 1996*, est diffusé gratuitement par le ministère du Patrimoine canadien. On y met notamment en évidence une tendance lourde qui ne se dément pas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : la baisse de la proportion que représentent les personnes de langue maternelle française dans l'ensemble du pays. Celle-ci est passée de 29,0 % en 1951 à 23,5 % en 1996. L'effectif des francophones continue néanmoins d'augmenter, mais à un rythme de plus en plus faible. Au Québec, en revanche, la part que détient le français en tant que langue parlée le plus souvent à la maison est passée de 81 % en 1971 à 83 % en 1991 et s'est maintenue à ce niveau en 1996. En même temps, la part de l'anglais a décliné, passant de 15 % en 1971 à 11 % en 1991 et en 1996. Le nombre des usagers de l'anglais en milieu familial y est demeuré constant de 1991 à 1996.

D'autre part, une étude récente (*Tendances sociales canadiennes*, hiver 1998) a tiré parti de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes menée en 1994. On y a observé que le niveau d'alphabétisme des francophones du Québec était nettement plus faible que celui des anglophones du pays. L'écart est beaucoup plus prononcé parmi les personnes âgées que chez les jeunes.

Préparation au passage à l'an 2000

Statistique Canada a mené deux enquêtes pour le compte du ministre de l'Industrie et du Groupe de travail de l'an 2000 pour évaluer l'état de préparation du secteur privé. Les résultats de la première enquête, menée en octobre 1997, ont été la source principale de la campagne de sensibilisation menée à l'hiver de 1998 par Industrie Canada et le groupe de travail. Selon une enquête de suivi, menée après la campagne en mai 1998, le groupe de travail a conclu qu'un vaste effort s'impose encore et il a exhorté les fournisseurs de biens et de services à accélérer leurs efforts pour faire l'essai de leurs systèmes et élaborer des plans en cas d'urgence. C'est ainsi que le gouvernement a notamment décidé d'accorder un allégement fiscal aux petites entreprises et ainsi réduire le fardeau financier de la mise à niveau des systèmes informatiques pour l'an 2000. Une troisième enquête a été menée en mai 1999 pour le compte de plusieurs organismes fédéraux engagés dans l'effort de l'an 2000 national, y compris le Groupe de planification nationale de contingence. Quelque

10 000 entreprises et organismes du secteur public, comme les fournisseurs de soins de santé et les services publics, ont été approchés. Les résultats démontrent qu'à peu près tous les organismes et entreprises s'attendent à ce que les systèmes essentiels à leur mission soient prêts pour l'an 2000. Toutefois, certains (15 % des entreprises comptant plus de 250 employés) s'attendaient à ne pas être prêts avant la fin de septembre 1999.

Transferts sociaux, gains et intensité des faibles revenus chez les enfants

Il est question dans cette étude de la contribution de l'évolution des gains familiaux et des transferts sociaux aux tendances vers les faibles revenus dans la situation des enfants au Canada. L'intensité des cas de faibles revenus a beaucoup augmenté avec la récession du début des années 90 mais, à ce moment-là, l'augmentation des transferts a contrebalancé une bonne partie de la hausse. De façon inattendue toutefois, l'intensité des cas de faibles revenus a continué de s'accentuer après 1993 après que la reprise se fut engagée et que les gains moyens eurent commencé à augmenter. L'augmentation des niveaux de faibles revenus après 1993 est une conséquence de la réduction des prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale, laquelle n'a pas été compensée par la hausse d'autres prestations familiales dont la Prestation fiscale pour enfants.

L'évolution de la conjoncture économique et les travailleurs indépendants

L'augmentation du travail indépendant pendant les années 90 a amené les analystes à se demander si cette tendance n'est pas tout simplement en réaction à la mauvaise conjoncture économique au cours de la décennie. L'analyse porte surtout sur l'association entre les variations du taux de travail indépendant et la conjoncture économique et conclut qu'il y a peu de liens entre les variations de la proportion de travailleurs indépendants et la conjoncture tout au long du cycle économique. Essentiellement, tant le taux d'entrée dans le travail indépendant que la proportion globale de travailleurs indépendants ont augmenté, que l'économie soit en récession ou en expansion. L'analyse laisse même entendre que, si le taux de chômage augmente, le taux de travail indépendant diminue légèrement. Il s'agit d'une analyse cyclique; il peut quand même y avoir une tendance à la baisse à plus long terme dans la conjoncture économique (c'est-à-dire une baisse structurelle à long terme de la conjoncture économique) qui pourrait avoir un effet sur le travail indépendant.

Fournisseurs de services Internet et services informatiques

Tout le monde veut en savoir davantage au sujet d'Internet et sur ceux qui y donnent accès. L'Enquête de 1997 sur les fournisseurs de services Internet et les services informatiques, menée pour le compte d'Industrie Canada à l'été de 1998, est l'enquête la plus complète dans ce secteur au Canada jusqu'à maintenant. Elle porte sur les activités de près de 400 fournisseurs de services Internet au Canada. Cet examen

de l'un des secteurs d'activité les plus récents comprend à la fois des données financières et d'autres données d'exploitation. Les données ont été recueillies sur les combinaisons de produits, les marchés des utilisateurs finaux, le commerce électronique, la confidentialité et la sécurité de l'information, le contenu offensant et les règles de conduite, ainsi que sur les activités de recherche et de développement. Les résultats préliminaires ont été diffusés le 14 octobre 1998.

Voici quelques points saillants des constations initiales :

- *Services Internet* — Seulement 2 % des revenus totaux des fournisseurs de services Internet provenaient des services de commerce électronique, et la plus grande partie des revenus provenaient des services d'accès (78 %).
- *Diffusion de contenu* — 36 % des fournisseurs de services Internet qui ont répondu à l'enquête se sont dits fournisseurs de contenu. Bien que 73 % des entreprises fournissent une forme quelconque d'information commerciale, 47 % offrent des services de divertissement ou de loisirs, 44 % d'autres types d'information destinée à la famille et 43 % des services d'éducation ou de formation. Seulement 7 % des fournisseurs offrent un contenu dit « pour adultes ».

Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail

L'Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail est une nouvelle initiative visant à combler la lacune statistique dans les données sur les marchandises vendues au détail en fournissant des estimations sur les ventes à l'échelle nationale pour l'ensemble de la vente au détail. Les premiers résultats, qui ont été diffusés en décembre 1998, ont permis aux détaillants de connaître les tendances des marchandises, de calculer la part de marché des marchandises et de mieux comprendre les caractéristiques et la dynamique de leur secteur de la vente au détail. Voici quelques constatations :

- En 1998, les magasins autres que les magasins d'alimentation ont vendu pour 5,5 milliards de dollars (11 %) de tous les aliments achetés dans les magasins de détail au Canada.
- Les consommateurs ont dépensé 18,8 milliards de dollars pour des vêtements en 1998, dont plus de la moitié (54 %) sont des vêtements pour femmes et 31 %, des vêtements pour hommes.
- Les grands magasins ont joué un rôle très important dans ce secteur des marchandises, puisqu'ils accaparent 24 % du marché de vêtements pour femmes, 27 % des vêtements pour hommes, 40 % des vêtements pour filles et garçons, et 56 % des vêtements pour bébés et enfants.
- L'enquête a aussi confirmé l'énorme importance du secteur de l'automobile dans les ventes au détail. En 1998, les dépenses des consommateurs pour les véhicules automobiles, ainsi que les pièces et le service, ont représenté 29 % de toutes les ventes au détail au Canada. La moitié de ce montant a été consacrée à l'achat de nouveaux véhicules automobiles, tandis que le reste a été consacré aux véhicules usagés ainsi qu'aux pièces et aux réparations.

Production de nouvelles données statistiques

Même si le Bureau s'efforce continuellement de maintenir la pertinence de son programme mixte, la nature de la dynamique de la société moderne d'aujourd'hui est telle que des améliorations constantes doivent être apportées pour répondre aux besoins en information des questions qui émergent et pour servir les besoins des Canadiens afin de comprendre ces derniers. Vous trouverez ci-dessous un nombre d'améliorations sur les programmes en développement dans le droit fil de ces besoins ayant trait à la nouvelle information et à la compréhension. (Le travail effectué pour certains projets déclarés ici a déjà débuté au cours de la dernière année comme approuvé par le moyen du financement initial.)

Initiatives des lacunes statistiques II : réaction à l'Initiative de recherche sur les politiques

Par son Initiative de recherche sur les politiques (IRP), le gouvernement cherche à renforcer la capacité du Canada en matière de recherche sur les politiques. Le Comité de recherche sur les politiques a été établi en juillet 1996 dans le cadre d'une étude par le Bureau du Conseil privé (projet Canada 2005) visant à analyser le contexte stratégique à moyen terme et à commencer à planifier pour la prochaine décennie. Le comité a déterminé quatre grands secteurs de la problématique stratégique actuelle et nouvelle : *économie basée sur le savoir, croissance économique, cohésion sociale* et *développement des ressources humaines* (un cinquième domaine, *défis et possibilités à l'échelle mondiale*, a par la suite été ajouté). Statistique Canada entreprendra un certain nombre de nouvelles enquêtes qui contribueront aux travaux de recherche et combleront les lacunes statistiques recensées par le Comité de recherche sur les politiques (CRP). Les initiatives dites Lacunes statistiques II sont en voie d'élaboration en collaboration avec les réseaux du CRP de sorte qu'elles répondent aux priorités de recherche et aux besoins d'information recensés et qu'elles puissent le faire de façon intégrée et cohérente. Chacun des projets proposés figure sous l'une ou l'autre des cinq grandes rubriques de recherche sur les politiques.

- *Économie basée sur le savoir*
  - Enquête sur le lieu de travail et les employés
    L'Enquête sur le lieu de travail et les employés (ELTE) vise à jeter de la lumière sur une vaste gamme d'enjeux actuels liés au monde du travail moderne et aux rapports qui existent entre les employeurs et les employés.
  - Accès des citoyens au projet technologique
    L'objectif de ce projet est de déterminer dans quelle mesure les Canadiens ont accès à ces technologies, à quelle fréquence celles-ci sont utilisées et le but visé par cette utilisation.
  - Indice de la rémunération totale du travail
    Le but visé par ce projet est de mettre au point un nouvel indice du coût de la main-d'œuvre. Celui-ci aidera les décideurs à évaluer les progrès actuels sur les marchés

du travail — un élément essentiel de la mise en œuvre d'une politique de stabilisation.

♦ *Croissance économique*

- Système d'information pour les sciences et la technologie
  Le projet d'élaboration d'un système d'information pour les sciences et la technologie a été lancé, il y a trois ans, pour chercher à combler les lacunes en matière de renseignements dans ce domaine. Il s'agit d'un moyen de fournir des renseignements, sous une forme intégrée, sur trois aspects des sciences et de la technologie au Canada : le rendement de base des sciences et de la technologie (notamment la recherche, le développement et l'innovation) dans tous les secteurs de l'économie; les répercussions économiques et sociales de l'innovation technologique; la diffusion des technologies et des idées dans une économie fondée sur le savoir.
- Indicateurs socioéconomiques de la « connectivité »
  Ce projet, parrainé par Industrie Canada et Patrimoine Canada, permettra de recueillir des données sur le niveau de « connectivité » au Canada ainsi que sur les facteurs qui influencent la capacité du pays d'atteindre son objectif de rendre l'infrastructure du savoir accessible à tous les Canadiens. Ces données serviront en outre à déterminer l'utilisation réelle que font ou prévoient faire les ménages et d'autres secteurs de l'économie des technologies de l'information et des communications.
- Statistique de l'environnement
  Un système de comptes des ressources et de l'environnement est venu s'ajouter au système actuel de comptabilité nationale afin de permettre l'analyse des répercussions de l'économie sur l'environnement et vice versa. Un ensemble de 10 indicateurs a été extrait de ces comptes en vue de fournir des données sommaires connexes sur des variables environnementales et économiques particulières. Il s'agit notamment de l'évolution du patrimoine naturel au Canada, de l'étendue de la base de ressources naturelles du pays et du niveau d'exploitation de cette base, de l'utilisation des ressources et de la production de gaz à effet de serre par unité d'achat des ménages, ainsi que des dépenses consacrées à la protection de l'environnement par les entreprises et les administrations publiques.
- Élargissement des indicateurs canadiens de la durabilité — Contrôle du capital naturel
  Des clients fédéraux ont déterminé que la compréhension des pressions environnementales repose sur l'élaboration d'une approche intégrée à l'égard de la politique environnementale, économique et sociale. Des mesures exhaustives des richesses, qui comprennent le capital naturel, fournissent des indicateurs de la durabilité du fait qu'elles permettent de démontrer si la valeur du capital — qu'il s'agisse du capital naturel seulement ou encore du capital naturel et du capital produit mis ensemble — est maintenue ou non. Ce projet contribuera à assurer l'intégration entre l'environnement, l'économie et la société grâce à l'élargissement de la couverture des comptes satellites.
- Statistiques sur le recyclage des marchandises à base de ressources naturelles
  Ce projet, mené de concert avec Ressources naturelles Canada, permettra de

mesurer, du point de vue de l'offre, les déchets recueillis aux fins du recyclage au Canada. Cette nouvelle mesure sera le complément des enquêtes axées sur la demande qui sont actuellement effectuées par Ressources naturelles Canada. Mettant l'accent sur les métaux dans un premier temps, Statistique Canada établira un profil des entreprises actives dans le secteur, puis élaborera et mettra à l'essai une méthode de collecte des données.

- Répercussions horizontales du secteur des ressources naturelles au Canada
  Une initiative à deux volets sera entreprise pour mesurer les répercussions globales des industries de ressources naturelles sur l'économie canadienne et l'économie mondiale ainsi que pour mettre au point un cadre permettant de mesurer les effets de l'innovation et de la productivité améliorée dans les industries de ressources naturelles, de même que les répercussions des mesures de protection de l'environnement.

♦ *Cohésion sociale*

- Réorientation de l'Enquête sociale générale (ESG)
  L'ESG sera remaniée et élargie afin de recueillir des données à l'appui des initiatives de recherche, particulièrement dans les domaines de la cohésion sociale et du développement des ressources humaines. En l'an 2000, on se propose de tenir une enquête sur l'accès des citoyens à la technologie de l'information, laquelle comportera en outre des liens avec les renseignements concernant la société et l'économie fondées sur le savoir. Les plans provisoires prévoient des enquêtes sur les familles, le soutien social et la prestation de soins, ainsi que sur des questions liées au vieillissement, au bénévolat, aux dons et à la participation, de même qu'à l'emploi du temps, pour chacune des trois années subséquentes.
- Enquête longitudinale auprès des immigrants
  Ce projet vise à étudier le processus grâce auquel les nouveaux immigrants s'adaptent ou s'intègrent à la société canadienne, y compris le déroulement des étapes du processus d'intégration, les facteurs qui influent sur l'intégration et les répercussions des divers services et politiques sur celle-ci. Les résultats de cette enquête permettront de déterminer les services qui sont les plus efficaces pour aider les nouveaux arrivants à s'établir au Canada, ainsi que la façon dont ces personnes utilisent les ressources qui sont mises à leur disposition.
- Crimes haineux et autres questions liées à la diversité à l'intérieur du système de justice
  Les crimes à caractère haineux et les inégalités perçues du point de vue du traitement de divers groupes par le système de justice peuvent entraîner la polarisation de la société en fonction de critères raciaux ou ethniques. Les crimes à caractère haineux font partie des domaines où il existe des lacunes importantes en matière d'information. Ce programme permettra de recueillir des données pour appuyer l'élaboration d'une politique efficace en réponse aux répercussions sociales et économiques des activités à caractère haineux.
- Étude de faisabilité pour une enquête sur les activités agricoles dans les réserves
  L'étude de faisabilité vise à élaborer un cadre conceptuel pour la collecte de données sur les activités agricoles et sur l'autosuffisance des peuples autochtones qui dépendent des activités agricoles dans les réserves.

- Segment canadien des enquêtes sur les valeurs à l'échelle mondiale — 1999
  Ce projet vise à améliorer notre compréhension des changements qui touchent les valeurs en appuyant la participation canadienne à la prochaine ronde d'enquêtes sur les valeurs à l'échelle mondiale. Ces enquêtes sont l'outil le plus efficace pour assurer le suivi et la compréhension des changements qui touchent les valeurs et qui modifient profondément la famille, l'économie, nos institutions et l'ensemble de la société. L'objectif visé consiste à recueillir des données de base afin de déterminer la trajectoire et la dynamique des changements qui touchent les valeurs de façon à mieux comprendre les orientations politiques et les options acceptables à cet égard.

♦ *Développement des ressources humaines*

- Enquêtes sur les transitions au postsecondaire
  L'Enquête sur les transitions au postsecondaire permettra de recueillir des données pour mieux comprendre les facteurs qui touchent les transitions que doivent faire les jeunes Canadiens entre les études postsecondaires et le monde du travail, afin de permettre l'élaboration de politiques et de programmes destinés aux jeunes pour qu'ils réussissent ces transitions.
- Enquête internationale sur les compétences utiles à la vie courante (et composante internationale)
  Au fur et à mesure que la société et l'économie canadiennes évoluent vers un accent plus marqué sur le savoir, les Canadiens doivent relever un nouvel ensemble de défis du point de vue de la transition et de l'adaptation. L'Enquête internationale sur les compétences utiles à la vie courante (EICUVC) vise à évaluer directement, par la voie de mesures cognitives, la performance d'adultes de 16 à 65 ans dans les domaines suivants : compréhension de textes suivis, compréhension de textes schématiques, capacités de calcul et résolution de problèmes. Les résultats de cette enquête permettront d'établir le profil des compétences de la population canadienne en âge de travailler de façon à pouvoir effectuer des comparaisons à l'échelle internationale.
- Changements touchant les cheminements de vie et l'emploi du temps
  L'une des principales lacunes du point de vue de la recherche en matière de politiques au niveau fédéral déterminées par le Comité de recherche sur les politiques a trait aux cheminements de vie et aux modèles d'emploi du temps des Canadiens, à la façon dont ces modèles se modifient et aux répercussions qu'ont ces changements. On cherche à recueillir de l'information sur la façon dont les modèles d'emploi du temps des Canadiens selon leurs principales activités influent sur la production actuelle et future, la qualité des soins fournis aux enfants, la qualité de vie des particuliers et des familles ainsi que la force des collectivités locales.
- Enquête sur le vieillissement et l'autonomie
  Du fait de l'augmentation de l'espérance de vie et de la diminution du taux de natalité, la population canadienne vieillit. L'augmentation du nombre de personnes âgées qui est prévue après la première décennie du nouveau siècle est source de préoccupations en ce qui a trait aux effets sur les soins de santé, les pensions, la main-d'œuvre, etc. L'enquête permettra de jeter de la lumière sur les facteurs qui touchent la qualité de vie et l'autonomie des personnes âgées et de mieux

comprendre des enjeux comme la santé, la situation sociale, la situation sur le marché du travail et la planification de la retraite.

- Enquête sur la sécurité financière
  L'Enquête sur la sécurité financière permettra de recueillir des données sur la valeur nette des Canadiens, c'est-à-dire la valeur de leur actif moins leur passif.

♦ *Défis et possibilités à l'échelle mondiale*

- Rapprochement et amélioration des données sur le commerce international de marchandises
  Il existe deux facteurs qui touchent l'élaboration de la politique commerciale du Canada qui nécessitent une meilleure compréhension. Il s'agit des rapprochements avec les principaux partenaires commerciaux et des caractéristiques des exportateurs canadiens. Des données sur le commerce approuvées par toutes les parties concernées sont à la base des négociations commerciales. Ce projet consistera à procéder, avec les partenaires commerciaux principaux du Canada, au rapprochement des échanges commerciaux bilatéraux sur une base annuelle. Par ailleurs, on établira une population d'exportateurs que l'on tiendra à jour au fil des ans. Cela nous permettra d'analyser les caractéristiques de nos exportateurs, c'est-à-dire qui ils sont, ce qu'ils exportent et vers quel pays. Ces renseignements constituent une composante clé de contrôle et de mise au point des activités de promotion commerciale.
- Projet du commerce de la culture et de l'investissement
  Ce projet sert à développer des séries de données sur les importations et les exportations concernant les biens et services culturels du Canada ainsi que les capitaux d'investissement culturels internationaux du Canada. Il vise la collecte et la diffusion de données sur l'exportation et l'importation de services culturels, y compris les recettes et les paiements de redevances, la poursuite continue des capitaux d'investissement culturels internationaux qui s'étendent sur plusieurs années. Ce projet vise également la collecte et la diffusion des données sur le commerce de la culture et de l'investissement pour une période de quatre années suivant le 31 mars 1999-2000, lorsque le projet pilote du commerce de la culture et de l'investissement se terminera.
- Éducation et services de formation
  Ce projet permettra de mesurer la performance et les tendances dans le secteur de l'éducation et des services de formation, domaine dans lequel un nombre de ministères fédéraux font des investissements majeurs. Il offrira des renseignements importants sur les possibilités de fourniture de services de formation et d'éducation du Canada, et ce, afin de permettre de mieux cibler de façon stratégique les marchés internationaux. En outre, ce projet permettra de mieux comprendre les forces et les faiblesses du secteur, menant ainsi à une meilleure analyse de la politique informée et à une meilleure planification des programmes au sein des ministères gouvernementaux. Les données serviront à guider la mise en œuvre de la stratégie du commerce et à appuyer les décisions gouvernementales et industrielles concernant les dépenses.

Un Canada branché

Le Canada devrait être l'un des pays les plus branchés au monde d'ici l'an 2000. Le gouvernement s'est également engagé à favoriser le commerce électronique. Pour soutenir ces deux initiatives, nous avons élaboré de nouvelles données sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les Canadiens. En 1998, le premier choix des Canadiens pour ce qui est du lieu où ils utilisent les communications électroniques était le lieu de travail (20 %), suivi par le foyer (16 %) et l'école (9 %). Cette recherche approfondissait des travaux antérieurs et comblait des lacunes statistiques sur la façon dont les Canadiens communiquent électroniquement.

Enquête sur les peuples autochtones

Dans le cadre de l'initiative du gouvernement appelée « Rassembler nos forces », Statistique Canada a été mandaté pour mener une enquête complète postcensitaire sur la population autochtone. Dans l'élaboration et la conduite de cette enquête, Statistique Canada s'est engagé à travailler en collaboration étroite avec les groupes et les organisations autochtones. À cette fin, un comité de mise en œuvre de l'enquête a été formé pour en surveiller tous les aspects du déroulement. Le comité comprend des représentants des principaux groupes autochtones (la majorité des membres), deux ministères fédéraux, un représentant désigné d'office des provinces et des territoires et Statistique Canada. L'enquête est conçue de telle façon que les administrations et les organisations autochtones puissent acquérir pour de bon la capacité de faire des études statistiques. Outre l'enquête sur les populations autochtones, le programme comprend de façon plus large une formation en statistique, dont des stages à Statistique Canada pour des Autochtones, de même que la mise en place d'une infrastructure statistique qui pourra servir de fondement à d'autres activités statistiques à plus long terme.

La criminalité chez les jeunes et le remplacement de la *Loi sur les jeunes contrevenants*

Le Centre canadien de la statistique juridique a contribué à l'examen et au réaménagement du système de justice pour les jeunes au Canada en fournissant les données, l'information et les analyses nécessaires à Justice Canada et aux divers comités fédéraux, provinciaux et territoriaux de hauts fonctionnaires de la justice œuvrant dans ce domaine. Les efforts ont porté essentiellement sur les questions à l'étude. Des données détaillées ont été fournies sur les activités criminelles des jeunes selon l'âge pour alimenter les discussions relatives à l'application d'âges limites minimums et maximums en vertu de la loi. Des données ont aussi été présentées sur la nature et l'étendue de la récidive pour qu'on puisse mieux comprendre en contexte l'efficacité des programmes et des dispositions relatives à la détermination de la peine. Il y a eu d'autres sujets importants comme les décisions des tribunaux relativement aux jeunes contrevenants, le recours à d'autres solutions que la détention et le transfert des causes entendues par les tribunaux pour la jeunesse aux tribunaux pour adultes. Nous avons ainsi pu apporter une contribution importante à l'élaboration de la nouvelle *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, qui remplacera la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

Indicateurs de commercialisation de la propriété intellectuelle
L'Enquête sur la commercialisation de la propriété intellectuelle dans les universités et l'Enquête sur la commercialisation de la propriété intellectuelle dans les laboratoires fédéraux ont procuré des indicateurs intéressant directement le gouvernement fédéral pour ce qui est des politiques. Les résultats de l'enquête de 1998 sur les universités, la première de ce genre au Canada, élaborée en collaboration avec des représentants des universités et de l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC), ont été communiqués au Groupe d'experts sur la commercialisation des résultats de la recherche universitaire pour faciliter son analyse de la commercialisation. Le groupe a été établi par le Conseil consultatif des sciences et de la technologie (CCST).

Dans son rapport *Les investissements publics dans la recherche universitaire : Comment les faire fructifier*, le groupe s'est réjoui de l'information précieuse obtenue au sujet des politiques, des pratiques et des résultats en matière de commercialisation. Il a par la suite recommandé la collecte d'autres renseignements pour favoriser l'élaboration des politiques. Ces renseignements, ainsi que les autres recommandations du rapport, doivent être discutés avec les parties intéressées. Dans l'intervalle, certaines des recommandations ont été intégrées dans l'enquête de 1999.

Indicateurs des activités relatives aux biotechnologies
Les biotechnologies sont omniprésentes dans l'économie et elles favorisent la croissance économique et le changement structurel. Puisque la croissance économique était à l'ordre du jour du gouvernement, il fallait des indicateurs des caractéristiques économiques des entreprises qui s'occupent principalement des biotechnologies, et un consortium composé de BIOTECanada (l'association industrielle), Industrie Canada et Statistique Canada a été formé pour la réalisation d'une telle enquête pour 1998. Les entreprises œuvrant dans les biotechnologies représentaient plus d'un milliard de revenus et ils employaient près de 10 000 personnes. Plus de la moitié des entreprises interrogées avaient recours à des technologies fondées sur l'ADN et près de la moitié étaient dans le domaine des soins de santé.

Les résultats sont utilisés par les décideurs dans les secteurs privé et public et ils ont contribué à l'élaboration de la Stratégie nationale en matière de biotechnologie. Les nouvelles données complètent les indicateurs et l'analyse sur l'utilisation actuelle et prévue des biotechnologies par les entreprises, ainsi que le volume de R-D en biotechnologies réalisés par les entreprises et dont les résultats sont déjà disponibles.

Carnet de route de l'information sur la santé
Dans le cadre du nouveau projet appelé Carnet de route de l'information sur la santé, Statistique Canada, l'Institut canadien d'information sur la santé et Santé Canada collaborent avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, les organisations de santé régionales et locales et d'autres parties intéressées en vue de mettre en place un système d'information national plus complet sur la santé. Les priorités pour Statistique Canada sont les suivantes :

- l'élaboration d'une Enquête canadienne sur la santé des communautés et des améliorations de la base de données de la statistique de l'état civil pour combler les lacunes statistiques au sujet de la santé de la population;

- l'élaboration d'une base de données analytiques sur la santé axée sur les personnes et l'amélioration du Registre canadien du cancer pour combler les lacunes statistiques dans les services de santé;

- une contribution à la détermination des mesures qui rendent compte de la santé des Canadiens et de la performance du système de santé.

Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales

Le but du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales, qui a débuté à la fin de 1996, consiste à grandement améliorer l'exactitude et le niveau de détail des statistiques économiques provinciales. Un ensemble complet de comptes d'entrée-sortie provinciaux, y compris les comptes de revenus provinciaux et de dépenses, est au cœur du projet. Une édition pilote des comptes d'entrée-sortie de 1996 (l'année de référence) sera publiée à l'automne 1999 et une deuxième édition améliorée, pour 1997, et basée sur le nouveau Système de classification industrielle de l'Amérique du Nord (SCIAN), est prévue à l'automne 2000. Des tableaux d'entrée-sortie provinciaux seront par la suite publiés annuellement, offrant aux Canadiens un outil exceptionnel pour une analyse économique, industrielle et régionale détaillée.

L'élan pour ce projet vient de l'entente entre le gouvernement du Canada et trois provinces de l'Atlantique (le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve) concernant l'harmonisation des taxes de vente. En vigueur depuis le 1er avril 1997, les recettes de la taxe combinée sont perçues par Revenu Canada puis réparties entre les quatre gouvernements selon une formule d'attribution des recettes spécifique basée principalement sur des statistiques globales compilées par Statistique Canada. En 1998-1999, les éléments suivants ont contribué à l'atteinte de cet objectif :

- La Base de données des entreprises a été élargie pour comprendre les entreprises sans salariés (elle ne comprenait auparavant que les entreprises avec employés), de sorte que la taille de la Base est passée d'un million à deux millions d'entreprises. Nous pouvons ainsi mieux comprendre les caractéristiques démographique des entreprises au Canada, de sorte que les enquêtes de Statistique Canada auprès des entreprises sont plus complètes dans leur couverture, par province, par industrie et par taille d'entreprise.

- Une nouvelle Enquête unifiée sur les entreprises a été menée pour l'année de référence 1997 sur les entreprises des domaines suivants : aquaculture, services alimentaires et débits de boisson, locataires et agents immobiliers, construction, messageries et messagers, taxis et limousines. Il y avait auparavant peu de données statistiques pour ces secteurs, qui représentent quelque 15 % de l'emploi total au

Canada. L'enquête procure des renseignements sur les revenus, les dépenses, les profits, les types de clientèle, la répartition régionale des activités et d'autres caractéristiques économiques de ces secteurs. Certains résultats ont été publiés au printemps 1999 et les autres le seront d'ici la fin de l'année.

- De nouvelles données sur les ventes et le prix des habitations, pour la période allant de 1992 à 1997, ont été produites d'après les dossiers administratifs des remboursements de la TPS pour les maisons neuves et sont parues dans *Le Quotidien* le 17 juillet 1998. De 1992 à 1997, le prix moyen des nouvelles maisons au Canada pour lesquelles un remboursement a été versé aux propriétaires a augmenté de 8 % pour atteindre 159 024 $. À l'échelon provincial, la plus forte hausse de prix s'est produite au Manitoba (11 %), tandis que la plus forte baisse a eu lieu à Terre-Neuve (-8 %).

- Une Enquête annuelle sur les dépenses des ménages a été lancée. Il s'agit de recueillir des données sur la façon dont les ménages canadiens dépensent et économisent leurs revenus tout au long d'une année. Les données de 1997 sont parues en février 1999 et celles de 1998 paraîtront d'ici la fin de l'année.

- L'Enquête mensuelle des détaillants majeurs a été lancée. Il s'agit de la première de deux initiatives visant à obtenir des précisions sur les marchandises, plutôt que sur les branches d'activité, relativement aux ventes au détail. L'information ainsi obtenue peut servir à faire le suivi des tendances dans les marchandises, pour calculer leur part de marché et pour mieux comprendre l'évolution rapide du secteur de la vente au détail.

Les diverses améliorations apportées au système statistique canadien, mises en place dans ce projet, sont utiles à un nombre d'objectifs très importants. Elles constituent les composantes de base nécessaires qui permettent au Bureau de fournir des statistiques de base fiables requises pour les usages de la formule d'allocation des revenus de la taxe de vente harmonisée. De plus, ces nouvelles sources améliorées d'information provinciale et territoriale fournissent aux gouvernements, aux analystes d'entreprise du secteur privé, aux professeurs et aux autres les moyens qu'ils ont besoin pour comprendre et fonctionner efficacement au sein des différentes économies régionales du Canada.

Exactitude de l'information

L'exactitude de l'information constitue un deuxième aspect auquel Statistique Canada attache beaucoup d'attention pour que ses activités et ses produits répondent aux besoins de sa clientèle.

On entend par **exactitude** le degré auquel les données parviennent à estimer ou à décrire correctement les quantités et les caractéristiques que l'activité statistique visait à mesurer. L'exactitude en soi a de nombreuses dimensions et il arrive rarement qu'un seul élément de mesure réussisse à établir l'image globale de façon utile. Généralement, les mesures de l'exactitude reflètent les sources d'erreur dans le déroulement des enquêtes (couverture, échantillonnage, réponse, etc.) et servent à établir une distinction entre la variance et le biais.

Statistique Canada a comme règle d'informer les utilisateurs de la qualité et de la méthodologie des données (voir le *Rapport sur le rendement, 1997-1998* pour plus de renseignements) : chaque parution de données doit être accompagnée d'une description de la méthodologie et des indicateurs de la qualité des données ou en faire mention. Il est obligatoire (le cas échéant) de fournir les indicateurs de couverture, d'erreur d'échantillonnage et de taux de réponse, et il est aussi possible de fournir toute une gamme de mesures supplémentaires suivant la taille du programme et l'importance des estimations.

Taux de réponse

Lorsque les questionnaires d'enquête sont difficiles à remplir, les répondants ne fournissent généralement pas les renseignements demandés. Les taux de réponse obtenus sont donc une estimation de la facilité avec laquelle sont divulgués les renseignements. Un taux de réponse élevé favorise des résultats de haute qualité. Le tableau 3 présente les taux de réponse à certaines grandes enquêtes du Bureau.

Tableau 3. Taux de réponse pour certaines grandes enquêtes

Grandes enquêtes choisies	*Taux de réponse*		
	1996-1997 1998-1999	1997-1998	
Enquête sur la population active	95 %	95 %	95 %
Indice des prix à la consommation[1]	99 %	99 %	99 %
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	97%	96,6 %	97,6 %
Commerce international[2]	s.o.	s.o.	s.o.
Commerce de gros — mensuel	90 %	90,4 %	91,8 %
Commerce de détail — mensuel	94,1 %	93,5 %	93,3 %
Produit intérieur brut réel — mensuel et trimestriel[3]	s.o.	s.o.	s.o.
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (composante du revenu)	77,7 %	79,6 %	82,6 %
Enquête financière trimestrielle[4]	67,5 %	70,5 %	57,9 %
Indices des prix des produits industriels	90 %	90 %	90 %

s.o. = sans objet.

1. La collecte des données sur les prix pour l'IPC est faite par des intervieweurs sur place dans les magasins de détail.
2. L'Enquête sur le commerce international utilise des données administratives (douanes) de Revenu Canada.
3. Les estimations mensuelles et trimestrielles pour le produit intérieur brut réel sont basées sur des renseignements provenant d'enquêtes sur les entreprises.
4. Comme l'enquête est complètement remaniée, la nouvelle méthodologie a nécessité qu'il soit fait appel à un autre échantillon. De nouveaux répondants ont été familiarisés à l'enquête, ce qui a nécessité de fournir l'aide requise afin qu'ils saisissent bien les renseignements demandés. La tendance à la baisse du taux est attribuable aux modifications apportées dans le réaménagement de l'enquête.

Statistique Canada effectue continuellement de la recherche pour minimiser les difficultés en matière de réponse aux questionnaires d'enquête. Statistique Canada cherche à établir un équilibre entre le besoin en données exactes et actuelles et le fardeau imposé à chaque

répondant de l'enquête. L'organisme entretient ses relations avec les répondants par l'initiative d'un nouveau programme. Le programme est conçu pour élaborer des lignes directrices et des normes de conduite pour les enquêtes auprès des ménages et auprès des entreprises, ainsi qu'un compendium des « meilleures pratiques ». Le programme élaborera aussi une centrale d'expertise destinée aux chargés d'enquête dans les efforts qu'ils déploient pour communiquer efficacement avec les répondants, fournira de la formation aux intervieweurs sur la façon de gérer l'absence de réponse et du matériel de communication pour les répondants, en expliquant d'une manière compréhensible la nécessité de participer pour chaque répondant.

Tendances en matière de couverture et coefficients de variation

Couverture d'enquête
Chaque enquête cherche à observer une population cible. La couverture, c'est-à-dire le degré de réussite de cette observation, dépend largement de l'étendue de la base de sondage dont on tire l'échantillon de l'enquête, bien que certaines enquêtes incluent des estimations pour tenir compte de toute lacune dans la base. Les paragraphes suivants passent en revue les précautions qu'utilise le Bureau pour s'assurer d'obtenir une couverture de haute qualité à l'issue de ses enquêtes.

La Base de données des entreprises
Statistique Canada chercher à s'assurer que toutes ses principales enquêtes-entreprises utilisent la Base de données des entreprises comme base de sondage. La Base de données des entreprises fournit aux statisticiens qui travaillent à la production et à l'analyse des statistiques économiques et industrielles la base de sondage de la plus haute qualité pour ce qui est de la couverture, des éléments de données et de la qualité prévue. La couverture de la Base de données des entreprises dépend du processus d'inscription au registre des numéros d'entreprise de Revenu Canada. La couverture de la Base de données des entreprises est de qualité supérieure puisqu'elle dépasse les 97 %. Font partie de la Base de données des entreprises toutes les entreprises canadiennes qui ont un compte actif du Numéro d'entreprise et qui respectent au moins un des trois critères suivants :

- avoir des effectifs pour lesquels elles versent des remises sur la paye à Revenu Canada;
- être une entreprise non constituée en société touchant des recettes de ventes estimatives d'au moins 30 000 $;
- être une entreprise constituée en société en vertu d'une loi fédérale ou provinciale et déclarer activement des impôts sur les sociétés.

Soixante-douze enquêtes-entreprises utilisent la Base de données des entreprises pour établir leur base de sondage, ce qui leur garantit une couverture de haute qualité.

L'Enquête sur la population active

L'Enquête sur la population active et bien d'autres enquêtes-ménages font usage d'une base aréolaire commune qui englobe toute la géographie des 10 provinces canadiennes, à quelques petites exceptions près[1]. Les régions géographiques sont tirées au hasard de cette base. Parmi les régions sélectionnées, des ménages sont choisis au hasard à partir de listes de logements établies pour ces régions. Des problèmes de couverture peuvent surgir si l'on omet certains logements dans ces listes ou si les ménages de logements sélectionnés omettent de déclarer certains de leurs membres. La couverture de l'enquête est surveillée, en partie, en comparant l'estimation de la population totale (obtenue en pondérant l'échantillon de l'enquête) aux estimations officielles des populations provinciales et nationale. Cela fournit un indicateur de la couverture directe de l'enquête. Les estimations définitives de l'enquête sont de nouveau pondérées par rapport aux estimations de population officielles de façon à ce que les résultats publiés de l'enquête couvrent correctement la population totale.

Dans le cas de l'Enquête sur la population active, la couverture directe demeure constante depuis trois ans, à près de 90 %. Ce taux a tendance à culminer (à environ 94 %) tout juste après un remaniement d'échantillon (le dernier ayant eu lieu en 1994), puis à décliner graduellement jusqu'au remaniement suivant. Ce taux est aussi surveillé pour certains groupes d'âge-sexe.

Sous-dénombrement net au Recensement de 1996

Dans le cas du recensement de la population, la couverture se définit comme la proportion de la population véritable dénombrée au recensement. Le recensement tente de compter chaque personne résidant au Canada le jour du recensement. Mais comme dans toute enquête statistique, des erreurs peuvent se produire. Deux types d'erreur de couverture influent sur les chiffres du recensement. Il y a « sous-dénombrement » lorsqu'on omet de dénombrer des gens qui auraient dû l'être. Il y a « surdénombrement » si on compte certaines personnes plus d'une fois ou si on les dénombre lorsqu'on ne le devrait pas. La différence entre les deux s'appelle le « sous-dénombrement net ». On estime que le taux de sous-dénombrement net a été de 2,6 % à l'échelle nationale lors du Recensement de 1996, comparativement à 2,5 % au Recensement de 1991. Selon les chiffres diffusés en 1998-1999, le sous-dénombrement net du Recensement de 1996 varie d'une province et d'un groupe d'âge à l'autre.

Les estimations de population officielles pour le Canada sont corrigées en fonction du sous-dénombrement censitaire et ne souffrent pas d'un tel sous-dénombrement.

1. Les réserves indiennes, les installations militaires et les institutions sont exclues de l'Enquête sur la population active.

Coefficients de variation

Le coefficient de variation est une mesure de la précision de l'estimation fondée sur l'échantillon choisi.

Tableau 5. Coefficients de variation pour certaines grandes enquêtes

Grandes enquêtes choisies	Estimation	Coefficients de variation en %		
		1996-1997	1997-1998	1998-1999
Enquête sur la population active				
Emploi	Total — Emploi	0,3	0,3	0,3
Chômage	Total — Chômage	1,7	1,8	1,8
Indice des prix à la consommation[1]	Indice des prix à la consommation	s.o	s.o.	s.o.
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières[2]	Total — Chargements	0,2		
Commerce international[3]	Total — Importations et exportations	s.o.	s.o.	s.o.
Commerce de gros — mensuel	Total — Ventes de gros	1,4	1,3	0,9
Commerce de détail — mensuel	Total — Ventes au détail	1,3	1,0	0,9
Produit intérieur brut réel — mensuel et trimestriel[4]	Produit intérieur brut réel	s.o.	s.o.	s.o.
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail	Employés	0,3	0,2	0,1
Enquête financière trimestrielle[5]	Revenus et profits	s.o.	s.o.	s.o.
Indice des prix des produits industriels[1]	Indice des prix des produits industriels	s.o.	s.o.	s.o.

s.o. = sans objet.
1. L'indice des prix à la consommation et l'indice des prix des produits industriels sont basés sur un échantillonnage non aléatoire. Par conséquent, la mesure du coefficient de variation ne peut être calculée.
2. L'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières est présentement remaniée afin de permettre le suivi de cet indicateur pour les années à venir.
3. Les estimations pour le commerce international sont basées sur des données administratives.
4. Les estimations mensuelles et trimestrielles pour le produit intérieur brut réel sont basées sur des renseignements provenant d'enquêtes sur les entreprises.
5. L'Enquête financière trimestrielle est présentement remaniée afin de permettre le suivi de cet indicateur pour les années à venir.

Analyses périodiques des habitudes de révision des données statistiques

Les séries chronologiques économiques et socioéconomiques sont des dossiers statistiques de l'évolution de processus économiques dans le temps, habituellement compilés pour des périodes consécutives, mois, trimestres, années, par exemple. En soi, les séries chronologiques sont un outil important pour comprendre les tendances et les causes sous-jacentes des phénomènes sociaux et économiques. Les révisions apportées aux estimations statistiques influent donc directement sur les utilisateurs de renseignements statistiques en modifiant la compréhension qu'ils ont de ces phénomènes et donc aussi sur leur prise de décision. Pour cette raison, Statistique Canada prend la précaution de réduire le nombre de révisions d'estimations statistiques en facilitant la façon de faire rapport, en s'assurant que

les questionnaires sont facilement compris, en utilisant de nouvelles technologies afin de mieux s'adapter aux capacités des répondants de faire rapport et en faisant des examens internes afin de s'assurer que les processus de collecte et de traitement des données donnent des résultats effectifs.

Actualité de l'information

On entend par **actualité** deux aspects distincts. Pour les programmes courants, il s'agit habituellement du délai qui s'écoule entre la fin de la période de référence et la parution des données. Pour une enquête ponctuelle ou nouvelle, il peut s'agir du temps qui s'écoule entre le moment où le besoin est connu et la parution des données. On pourrait mieux dire dans ce dernier cas qu'il s'agit de « réactivité ». L'évaluation du rendement porte surtout sur le premier sens. L'actualité est clairement visible pour les utilisateurs et facile à déterminer.

Le choix d'un objectif pour l'actualité est étroitement lié à la pertinence puisque l'information peut ne pas être utile si elle n'est pas disponible à temps. Étant donné les cibles visées pour l'actualité, deux mesures de rendement sont utiles. La première est l'existence de dates de diffusion annoncées à l'avance pour les séries régulières, et le respect de ces dates. La deuxième tient aux améliorations apportées, soit parce que les cibles ont été modifiées, soit parce qu'elles ont été dépassées. Cette mesure doit toutefois être envisagée concurremment avec d'autres facteurs puisque les améliorations obtenues aux dépens de l'exactitude ou à un coût prohibitif peuvent ne pas constituer une amélioration du rendement global. Il faut par conséquent établir un juste équilibre entre l'actualité et la fiabilité statistique.

À cette fin, Statistique Canada tient compte des préférences des utilisateurs. Par exemple, on pourrait améliorer l'actualité en publiant des estimations statistiques fondées sur les résultats préliminaires (plutôt que finals) des enquêtes. Toutefois, les clients ont toujours préféré les délais actuels car, s'ils étaient réduits, il leur faudrait procéder par la suite à des révisions statistiques plus étendues ou ils disposeraient de statistiques moins détaillées. En outre, les utilisateurs attachent beaucoup d'importance à la prévisibilité des dates de diffusion.

Mesures du temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion

Le temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion pour de grandes enquêtes choisies est une mesure de l'actualité de l'information qui permet de vérifier la pertinence des statistiques sur le plan de la « fraîcheur » de l'information publiée. Le tableau 6 ci-dessous met en évidence l'actualité de l'information d'un ensemble choisi de grandes publications.

Tableau 6. Temps écoulé entre la période de référence et les dates de diffusion (certaines grandes enquêtes)

Grandes enquêtes	Fréquence	Objectif d'actualité*
Enquête sur la population active	Mensuelle	20 jours
Indice des prix à la consommation	Mensuelle	21 jours
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Mensuelle	50 jours
Commerce international	Mensuelle	49 jours
Commerce de gros et de détail — mensuel	Mensuelle	52 jours
Produit intérieur brut réel		
Mensuel	Mensuelle	60 jours
Trimestriel	Trimestrielle	60 jours
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (composante du revenu)	Mensuelle	60 jours
Enquête financière trimestrielle	Trimestrielle	55 jours
Indices des prix des produits industriels	Mensuelle	30 jours

*On entend par objectif d'actualité le délai prévu entre le dernier jour de la période de référence auquel les résultats se rapportent et le jour où les données sont diffusées au public. L'actualité est calculée en jours civils.

L'actualité de la diffusion de l'enquête est généralement assez stable et les changements se produisent sur une longue période. On apporte souvent des changements lorsque les enquêtes sont soumises à d'importantes restructurations. Aucun changement n'a été apporté au cours de la dernière année concernant l'actualité des diffusions mentionnées ci-dessus. En 1998-1999, le Bureau a diffusé 307 produits principaux pour lesquels on avait préétabli une date de diffusion (tous ces produits ont été diffusés au moment prévu). Au total, Statistique Canada a effectué 925 diffusions en 1998-1999. (La section F de ce rapport fournit une liste plus complète des diffusions majeures dont les dates de diffusion sont préétablies).

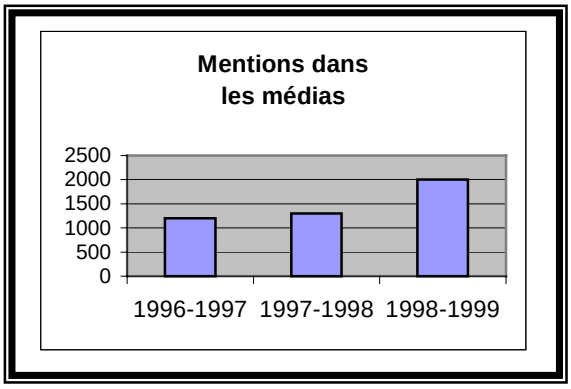
Accessibilité de l'information

On entend par **accessibilité** la disponibilité de l'information dans les fonds de l'organisme. Cela comprend l'existence de modes appropriés de diffusion de l'information à diverses clientèles, la disponibilité des catalogues ou des outils de recherche permettant aux utilisateurs de savoir ce qui est disponible et comment l'obtenir, et la possibilité pour divers groupes d'utilisateurs de les obtenir à un prix abordable et de façon commode.

Les données ci-dessous concernant le rendement font état des réalisations de l'organisme à cet égard en 1998-1999.

Accès aux produits et aux services d'information

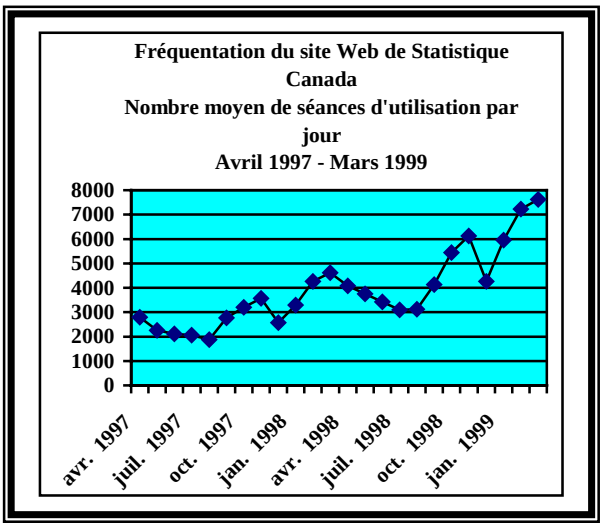
Les mentions dans les médias



Les médias sont un maillon essentiel dans la chaîne de l'information à l'intention du public canadien. Le Bureau fait le suivi de la couverture par les médias de ses produits et diffusion de données dans 38 journaux (y compris des revues), trois services de presse et quatre réseaux nationaux de radio et de télévision.

Le nombre moyen de mentions par mois dans les médias surveillés par Statistique Canada a augmenté en 1998-1999 pour passer à 2 000, par rapport à 1 300 l'année précédente. Voilà qui indique la grande couverture médiatique dont ont bénéficié les communiqués de l'organisme dans les médias qui ont fait l'objet d'un suivi (une moyenne d'au moins une mention dans un média chaque jour ouvrable).

Accès par l'intermédiaire d'Internet



Dans ses efforts de commercialisation et de diffusion de son information, Statistique Canada s'applique surtout à rendre son information plus accessible à ses divers publics. À mesure qu'évoluent les technologies, une proportion de plus en plus grande de clients du Bureau ont accès à Internet de sorte que le site de Statistique Canada devient le véhicule privilégié de diffusion et le produit de choix[2].

Comme le montre le graphique ci-contre, l'utilisation du site Internet de Statistique Canada a beaucoup augmenté depuis deux ans. D'avril 1997 à mars 1999, le trafic s'est beaucoup intensifié puisque le nombre moyen de séances-utilisateurs (c'est-à-dire les visiteurs du site de Statistique Canada) par jour est passé de 2 800 à 7 600. Depuis le lancement du site en mars 1995, le trafic a augmenté constamment pour dépasser 1,8 million de séances-utilisateurs en 1998-1999.

2. Voici l'adresse du site Internet de Statistique Canada : http://www.statcan.ca

Le contenu du site Internet de Statistique Canada

Statistique Canada a poursuivi ses efforts en 1998-1999 pour élargir et améliorer son site Internet. Parmi les nouveaux modules ajoutés depuis un an, mentionnons :

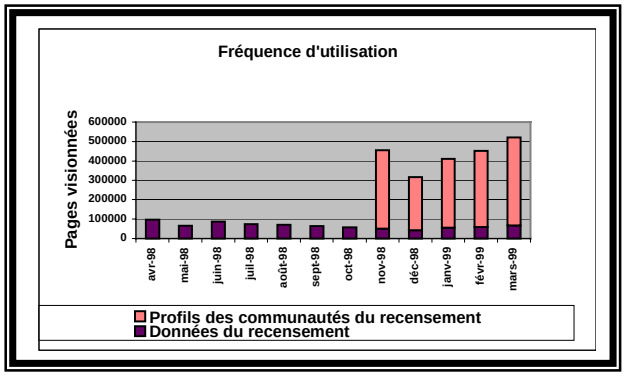
- « En profondeur », qui présente des articles de certaines publications vedettes;
- « L'an 2000 », qui donne des renseignements sur l'état de préparation des systèmes, produits et fichiers de données de l'organisme;
- « Profil statistique des communautés canadiennes » (voir le Recensement de la population ci-dessous);
- « Ressources éducatives », qui fournit aux éducateurs des données sur le Canada pouvant les aider dans leur préparation de cours;
- « Possibilités d'emploi », un nouveau module qui vise les nouveaux diplômés et donne des renseignements sur les possibilités d'emploi à Statistique Canada;
- « Abonnement », qui offre diverses possibilités d'abonnement aux clients avec accès simplifié.

Les commentaires des clients nous ont également amenés à apporter certaines améliorations aux modules actuels pour que les visiteurs puissent accéder plus simplement aux produits d'information et les utiliser plus facilement. L'un des modules les plus visités du site Talon de Statistique Canada est le module « Le Canada en statistiques »[3] que 22 % de tous les visiteurs ont consulté. Ce module, qui contient plus de 360 tableaux statistiques où l'information est d'intérêt général, sera encore perfectionné et augmenté en réponse aux demandes des utilisateurs.

Soixante publications électroniques et 150 documents de recherche et documents d'enquête sont disponibles sans frais sur le site de Statistique Canada, et une autre centaine de publications sont disponibles moyennant des frais. Au cours de 1998-1999, 11 % des visiteurs ont accédé au module des produits et services, lequel comprend des produits à la fois gratuits et payants.

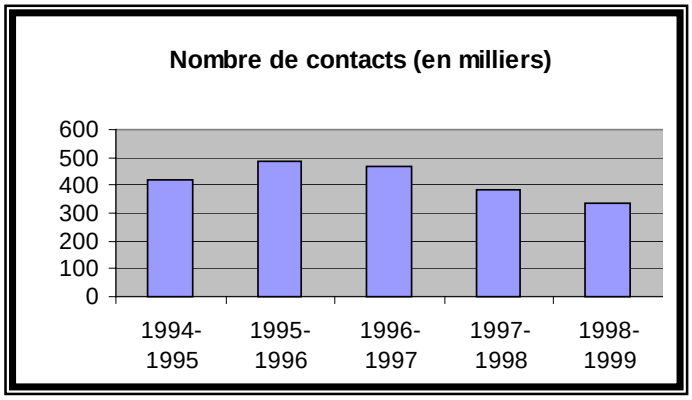
3. Ce module comporte une série de tableaux de données sur le site Talon. Ces tableaux ont été choisis et conçus pour présenter des données pouvant intéresser un vaste public. Les utilisateurs du module peuvent choisir de voir ou d'imprimer des données pour la plupart des extrants de l'organisme. Ils peuvent saisir des fichiers HTML et, grâce aux logiciels plus récents, ils peuvent convertir ces fichiers en chiffriers sans trop d'effort. L'organisme cherche actuellement à élargir la dimension provinciale et territoriale des tableaux disponibles et à automatiser la mise à jour des tableaux au moyen de CANSIM là où c'est possible. Le Ce module contient aussi un tableau de données correspondant aux données présentées au Tableau d'affichage des normes de diffusion du Fonds monétaire international.

Le Recensement de la population



Dans un module du Recensement lancé en avril 1997, on trouve de l'information sur les caractéristiques sociales et économiques de la population canadienne selon les données du Recensement de 1996. Des tableaux de données nationales et provinciales du Recensement de l'agriculture de 1996 sont également présentés à l'intérieur de ce nouveau module. En 1998-1999, un nouveau module appelé « Profils des communautés du recensement » ont accueilli 34 % de tous les visiteurs du site de l'organisme. Le module du Recensement sera réaménagé dans l'année à venir compte tenu de l'importance de plus en plus marquée qui sera accordée au prochain recensement de 2001 par rapport au recensement de 1996. (Les barres du graphique ci-joint sont calculées en « aperçus avant impression », soit la somme des réponses pertinentes obtenues en HTML et des pages dynamiques.)

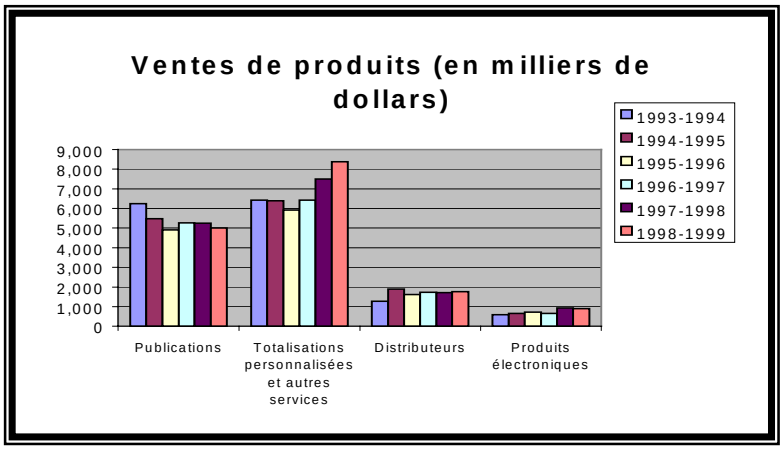
Les contacts des clients avec les bureaux régionaux



Statistique Canada a comme règle de répondre gratuitement aux demandes de renseignements courantes. Si les demandes sont plus complexes, les bureaux régionaux offrent aux clients des services consultatifs moyennant le recouvrement des frais.

Les personnes qui visitent le centre de consultation de nos bureaux régionaux peuvent consulter gratuitement les publications de Statistique Canada. Il existe un service de renseignements et de messagerie électroniques gratuit qui répond aux questions fréquemment posées de sorte que les personnes qui ne se rendent pas à nos bureaux puissent également obtenir de l'information. En 1998-1999, 335 000 personnes ont communiqué avec les services de renseignements dans les bureaux régionaux de Statistique Canada. La diminution par rapport aux années précédentes est normale étant donné qu'il s'agit d'une année postérieure à l'année du recensement et qu'Internet sert de plus en plus à la consultation. On accorde de plus en plus d'importance aux communications avec les agents de demandes de renseignements pour les demandes de recherche transmises par téléphone, par télécopieur et par courrier électronique.

Les ventes



Selon les commentaires des clients et les études de marché, nous avons observé les tendances ci-dessous dans le marché de l'information pour les produits de Statistique Canada. Les clients indiquent qu'ils préfèrent de beaucoup des produits sur mesure pour l'information dont ils ont besoin et ils penchent de plus en plus pour les produits électroniques. Les études indiquent que 85 % des clients payeurs de Statistique Canada utilisent Internet et que 42 % ont consulté le site Web de l'organisme. C'est ainsi que les publications d'intérêt plus limité sont maintenant diffusées en version électronique même si la version imprimée est encore disponible sur demande. En outre, les publications plus connues de l'organisme ont été réaménagées pour qu'on puisse les consulter sur le site Web ainsi qu'en version électronique ou imprimée.

Les clients attachent beaucoup d'importance à la rapidité du service et, de plus en plus, beaucoup achètent l'information au moment où ils en ont besoin. Grâce aux nouveautés technologiques, les consommateurs d'information peuvent chercher et récupérer la dernière information sur un sujet, souvent à partir de toute une gamme de sources. En réaction à ces attentes, Statistique Canada offre maintenant l'accès en ligne aux statistiques commerciales et à CANSIM — le Système canadien d'information socioéconomique — par l'entremise d'Internet (la base de données CANSIM, qui contient plus de 600 000 données chronologiques, est diffusée aux utilisateurs de l'information en ligne depuis 1976).

Le partenariat

Le partenariat avec les organisations du secteur privé et du secteur public fournissent des services d'information à des clientèles spécialisées et constituent un élément important de la stratégie de diffusion de l'organisme.

- **Distributeurs secondaires**
  - **Nouvelles modalités d'attribution des licences**
  - **Évolution du mandat des distributeurs**
- **Partenariats avec les provinces et les territoires**
- **Accès à l'information par l'entremise des bibliothèques**
- **Partenariats avec les universités et les collèges du Canada**

Depuis 1981, un groupe de distributeurs secondaires, maintenant au nombre de 40, sont titulaires d'une licence pour revendre et réorganiser les données, surtout les fichiers de CANSIM, du recensement et de la géographie. Ces entreprises fournissent en général une valeur ajoutée que Statistique Canada n'offre pas pour

combler les besoins particuliers des consommateurs et des spécialistes des marchés interentreprises.

Au cours des trois dernières années, l'organisme a adopté de nouvelles modalités d'attribution des licences en fonction des recherches faites de concert avec les acteurs du secteur croissant de l'information au Canada. Nous avons appris que les plus petites entreprises veulent un accès plus facile à Statistique Canada. Introduites lors de la diffusion du cycle de 1996, il existe maintenant de nouvelles modalités conçues pour que ces entreprises puissent offrir des services de recherche et d'analyse à valeur ajoutée pour répondre aux besoins de segments de marché étroits.

Liens bilatéraux avec les principaux ministères fédéraux :

Finances, Industrie, Santé, Développement des ressources humaines, Environnement, Agriculture, Transports, Office des transports du Canada, Revenu Canada/Douanes et Accise, Patrimoine, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Citoyenneté et Immigration, Justice.

Grâce à son site Web et à son catalogue de produits et services, Statistique Canada donne de la visibilité à ses partenaires du secteur privé. Cette activité pourrait s'élargir dans les années à venir grâce à des initiatives telles « Un Canada branché » et « Le gouvernement en direct » et elle devrait accentuer l'utilisation de l'information dans la société canadienne.

Le secteur public entretient des relations de partenariat avec les provinces et les territoires. Il existe au sein de chaque gouvernement provincial et territorial un « centre d'intérêt statistique » à qui nous transmettons toute une gamme de produits d'information qui sont ensuite diffusés dans l'administration provinciale ou territoriale. Étant donné l'importance que nous avons encore accordée aux partenariats, les organismes du secteur public ont pu de mieux en mieux utiliser les données de l'organisme et, grâce à Internet, ils peuvent devenir des éditeurs d'information et ainsi mettre en contexte leurs propres données tout en accordant le crédit à Statistique Canada.

Le Programme des services de dépôt (PSD) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada est un rouage important permettant à Statistique Canada de diffuser son information sans frais à tous les Canadiens. Le PSD a pour objectif d'offrir l'accès à l'information fédérale par l'entremise de bibliothèques de dépôt situées un peu partout au Canada. L'un des éléments nouveaux importants du PSD, c'est la diffusion d'une grande partie des données du Recensement de 1996 sur CD-ROM à la suite de consultations avec le milieu des bibliothèques. Les Canadiens peuvent ainsi obtenir sans frais beaucoup plus de données. Mentionnons aussi parmi les éléments nouveaux la transformation de nombreux produits imprimés en fichiers électroniques disponibles sur Internet.

À peu près toutes les universités canadiennes participent à l'Initiative de démocratisation des données, qui est un partenariat visant à assurer la disponibilité des données canadiennes pour la recherche et l'enseignement dans ces établissements. À peu près toutes les bases de données électroniques publiées de Statistique Canada sont encore disponibles

depuis les débuts du programme il y a trois ans. À long terme, cette initiative devrait avoir pour résultat l'utilisation accrue de l'information pour la recherche universitaire et stratégique dans les universités canadiennes, et l'utilisation accrue de l'information lorsque les diplômés arriveront sur le marché du travail.

L'appui que Statistique Canada apporte au secteur de l'éducation se manifeste aussi dans les partenariats avec les ministères, les universités, les conseils scolaires et le secteur des services éducatifs, par un certain nombre d'initiatives conçues pour faciliter l'accès à l'information et à des services-conseil sur son utilisation dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'études. Voici quelques-unes de ces initiatives :

- offrir dans les bureaux régionaux les services d'employés spécialisés en éducation pour que les étudiants et les enseignants aient la possibilité d'avoir accès plus facilement à un énorme fonds de données canadiennes;
- apporter des améliorations techniques et élargir la quantité de données disponibles par l'entremise d'E-STAT, la base de données éducatives de Statistique Canada;
- appuyer sans relâche le Programme de liaison universitaire pour ainsi aider les enseignants à repérer l'information et les produits de Statistique Canada dont ils peuvent se servir pour leurs cours et pour les travaux qu'ils exigent;
- collaborer avec certains partenaires, dont Développement des ressources humaines Canada et les conseils scolaires d'Ottawa-Carleton, dans le cadre du programme « Touch the Future » pour former les enseignants et leur donner accès par voie électronique aux données de l'organisme pour qu'ils puissent les utiliser en classe;
- collaborer étroitement avec Industrie Canada dans le cadre du *Rescol* pour l'élaboration et la diffusion d'un certain nombre d'initiatives éducatives fondées sur les technologies;
- collaborer avec le Centre national de recherches sur l'Atlas national du Canada pour la promotion conjointe de produits complémentaires;
- participer au Groupe de travail interministériel sur le matériel pédagogique, ce qui donne à l'organisme la possibilité de travailler avec d'autres ministères fédéraux;
- collaborer avec les éditeurs pour inclure des données de l'organisme dans les manuels.

Le Recensement de la population

Pour mieux servir les ministères fédéraux qui ont aidé à financer en partie le Recensement de 1996, l'organisme a mis à la disposition de leurs bureaux respectifs le Système des produits et services du recensement. Il s'agit de fournir aux clients un accès plus rapide aux données du recensement pour répondre à leurs besoins particuliers. Le client est en mesure de préciser électroniquement les totalisations du recensement dont il a besoin pour faire ses recherches ou formuler ses politiques. Le service a été utile aux ministères clients et, dans le plan du Recensement de 2001, il est prévu que des partenariats semblables seront établis.

En avril 1998, Statistique Canada et Élections Canada ont signé un protocole d'entente décrivant les modalités du projet conjoint *Joint Build Project*, soit la première étape de l'élaboration d'une base de données nationale commune des rues. Il s'agit de regrouper dans un seul fichier de réseau les données cartographiques, les mises à jour et l'infrastructure pour qu'Élections Canada puisse mieux faire le recensement des électeurs et Statistique Canada, son travail de recensement. Le projet a attiré l'attention d'autres organismes qui trouveraient également utile une base de données nationale des rues. Des négociations sont en cours avec la Société canadienne des postes et avec Ressources naturelles Canada, qui voudraient participer au projet.

Les mesures de la satisfaction des clients

En tant qu'organisme de services, Statistique Canada est attentif au fait que son efficacité dépend fortement de sa capacité de satisfaire les besoins des utilisateurs. Tel qu'illustré ci-bas, un certain nombre de mesures ont été mises en place afin de permettre à l'organisme d'améliorer la prestation de ses services et d'en surveiller l'évolution de manière continue.

Les normes des services

L'organisation s'est donnée des normes et il existe une brochure intitulée « Normes des services » à l'intention des clients. Les employés de l'organisme reçoivent une formation sur l'application des normes. Pour que les clients bénéficient de services tout à fait professionnels, il existe des directives pour la communication entre les employés et les clients. Dans le cadre du programme de vérification et d'évaluation de l'organisme pour 1999-2000, il y aura une vérification périodique de la conformité aux normes déclarées.

- **Mesures de la satisfaction des clients**
- **Normes de service**
- **Améliorations du service**
- **Approche client**

Les améliorations apportées au service

Statistique Canada met en œuvre une stratégie afin de fournir un meilleur soutien aux centres de services aux clients. Cette stratégie augmentera la capacité du Bureau à répondre aux besoins en information spécifiques des clients en temps utile, à établir et gérer les relations avec eux et à développer et livrer des séances d'information pour eux.

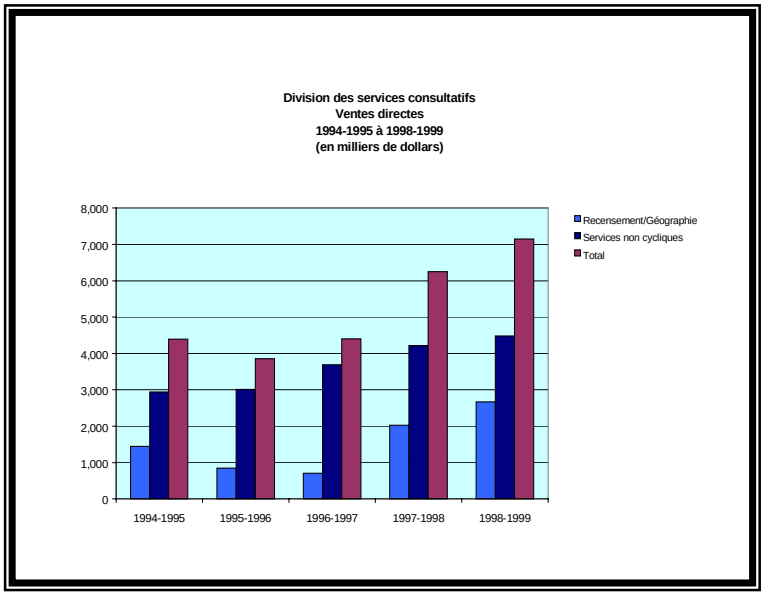
Un service d'assistance au client est maintenant offert aux utilisateurs de tous les produits électroniques de Statistique Canada, dont les services commerciaux par Internet. Ce service, qui teste aussi les produits du point de vue de l'utilisateur avant de les mettre sur le marché, fait connaître les réactions aux concepteurs afin d'assurer l'amélioration continue des produits.

On tient une base de données des clients, et les renseignements sur les clients sont utilisés fréquemment par secteur de programme et par secteur de services à la clientèle afin de

permettre une meilleure compréhension des groupes d'utilisateurs. Les renseignements protégés sur les clients sont utilisés pour annoncer l'arrivée des nouveaux produits et pour des fins d'études de marché.

L'approche axée sur la clientèle

Une série de cinq ateliers portant sur l'approche client fait partie intégrante des programmes de formation offerts par Statistique Canada à ses employés. Parmi les sujets abordés, mentionnons : la manière de faire une étude de marché, le service à la clientèle et la gestion dans un service public axé sur la clientèle. Ces programmes font ressortir l'importance de la mise en place de mécanismes visant à obtenir les commentaires des clients dans l'exécution des services. Plus de 1 000 employés ont participé à cette formation, laquelle a beaucoup contribué à la mise en place d'une forte approche client dans tout l'organisme.



Depuis quelques années, il existe dans les bureaux régionaux de Statistique Canada un service de relationnistes-conseils rattaché à la Division des services consultatifs. Depuis la création du service en 1993, les ventes directes découlant du nouveau service ont beaucoup augmenté (voir le graphique ci-contre).

En 1998-1999, nous avons entrepris un certain nombre d'études pour mieux comprendre les besoins d'information des utilisateurs tant pour ce qui est des publications que des produits électroniques dans les grands secteurs de marché, ce qui comprend le secteur des études du marché de la consommation, le secteur de l'assurance et le secteur de l'éducation. Les résultats de ces études ont contribué directement aux stratégies d'élaboration de nouveaux produits et services ou à l'amélioration de produits existants.

Le site Web de Statistique Canada devient un volet important pour l'exécution par l'organisme de son mandat visant l'intérêt public, de même que pour les services commerciaux. L'organisation est ainsi en mesure de faire des recherches constantes sur l'accès à ses produits et services. Les recherches faites dans le passé nous ont beaucoup aidé à élaborer la conception et le contenu du site, de même que les outils offerts aux visiteurs, de sorte que le site a été très bien coté par divers critiques.

Intelligibilité de l'information

On entend par **intelligibilité** la facilité avec laquelle les utilisateurs peuvent comprendre, utiliser et analyser correctement l'information. Elle couvre la disponibilité des métadonnées (ou l'information reliée aux données), particulièrement les descriptions des concepts sous-jacents et des définitions utilisées, de la méthodologie utilisée dans le dépouillement des données ainsi que l'exactitude des données (comme il est décrit ci-dessus).

Disponibilité de descripteurs de la qualité et de notes techniques

Pendant longtemps, Statistique Canada a inséré dans ses publications des indicateurs de la qualité des données diffusées ainsi que la description des concepts et des définitions de base, de même que les méthodes de collecte et de traitement. En outre, Statistique Canada fait une vérification approfondie de la qualité « institutionnelle » des données produites en version papier ou électronique pour que les utilisateurs des données obtiennent de bons produits.

Compte tenu de leur importance, une vaste gamme de méthodes d'assurance de la qualité sont appliquées pour tous les produits statistiques de nature délicate, comme le Recensement de la population, les mesures de l'emploi et du chômage, l'Indice des prix à la consommation et les mesures de la production économique. Cela a été confirmé par le vérificateur général lors de l'examen de la qualité de Statistique Canada l'année dernière, tel que l'illustre la citation suivante, tirée de son rapport : « Au cours de notre vérification, nous avons remarqué l'engagement de Statistique Canada à produire des statistiques de haute qualité et à continuer d'améliorer la qualité. Nous avons également remarqué que le Bureau est largement respecté parmi ses pairs, et possède une réputation internationale non surpassée au chapitre de l'indépendance, de l'innovation et de la qualité. En effet, bon nombre d'employés d'autres organismes statistiques de premier plan que nous avons interviewés ont souligné qu'ils étaient complimentés lorsque leur organisme était considéré comme un exemple à suivre par Statistique Canada, alors qu'en fait, il s'efforçait d'égaler celle-ci. » [traduction]

Élaboration d'une base de métadonnées intégrée

Statistique Canada poursuit activement l'élaboration d'une base de métadonnées intégrée pour faciliter l'utilisation de son information. Il s'agit d'offrir un dépôt central des métadonnées sur les programmes statistiques de l'organisation. Ce dépôt remplacera de nombreux dépôts actuels qui servent actuellement à des fins diverses. La date visée pour la mise en œuvre est mars 2000. La base de métadonnées intégrée offrira aux utilisateurs de nouvelles fonctions comme les suivantes :

- un module sur la méthodologie pouvant comprendre un des différents types de méthodologie comme le plan d'échantillonnage, les méthodes de collecte et de saisie, les procédés de détection des erreurs, les méthodes d'imputation, les méthodes d'estimation, les procédés pour les séries chronologiques et la méthode de contrôle de la divulgation;
- les procédures d'évaluation de la qualité, à partir desquelles divers rapports et études sur les sources d'erreurs et d'autres aspects de la qualité des données peuvent être réalisés;
- un certain nombre de mesure de la qualité des données, ce qui comprend les éléments nécessaires au calcul du taux de réponse, à l'erreur de couverture et à l'erreur d'imputation et d'échantillonnage pour les variables principales; l'erreur d'échantillonnage est exprimée en tant que coefficient de variation.

Dans la première étape, la base de données, les outils de mise à jour et les procédures de chargement comprendront les métadonnées de l'enquête : identification, méthodes et qualité des données. Dans la deuxième étape, la base de données sera élargie pour prendre en compte le contenu, c'est-à-dire les métadonnées de niveaux variables.

Cohérence de l'information

On entend par **cohérence** le degré selon lequel les données ou l'information tirées de divers programmes sont compatibles et peuvent être analysées concurremment. La cohérence est meilleure s'il existe des cadres conceptuels, des définitions, des classifications et des méthodes de collecte et de traitement qui sont communs, ou du moins compatibles, parmi l'ensemble des programmes.

Pour ses programmes statistiques, Statistique Canada élabore et utilise des classifications normalisées dans les domaines suivants : industries, produits, biens et services, professions et géographie. Pour en faire une bonne analyse, il faut que les données soient regroupées au moyen d'une classification normalisée et, pour cette raison, les classifications normalisées sont conçues pour servir à l'analyse. Elles sont révisées périodiquement de sorte qu'elles restent à jour. En outre, pour l'élaboration et la révision des normes, Statistique Canada collabore avec des organismes étrangers de sorte que les données canadiennes soient comparables avec celles d'autres pays. Grâce aux classifications normalisées, il est également possible de comparer et d'analyser ensemble des données de sources différentes (enquêtes).

Utilisation des systèmes de classification
Le tableau suivant illustre l'utilisation de divers systèmes de classification pour chacune des principales enquêtes de Statistique Canada.

Utilisation de classifications types pour certaines grandes enquêtes

Grandes enquêtes choisies	Classification type des industries de 1980	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord	Classification type des biens ou Système harmonisé	Classification type des professions	Classification géographique type
Enquête sur la population active		✔		✔	✔
Indice des prix à la consommation[1]					✔
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières[2]	✔		✔		✔
Commerce international			✔		
Enquête mensuelle sur le commerce de gros et de détail	✔	✔			✔
Produit intérieur brut mensuel/trimestriel	✔	✔	✔		
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail	✔				✔
Enquête financière trimestrielle		✔			
Indices des prix des produits industriels			✔		

1. Étant donné la nature de l'enquête (établissement du prix d'un panier de provisions), l'IPC utilise son propre système de classification.
2. L'Enquête mensuelle sur le commerce de gros et de détail utilise ses propres groupements spéciaux.

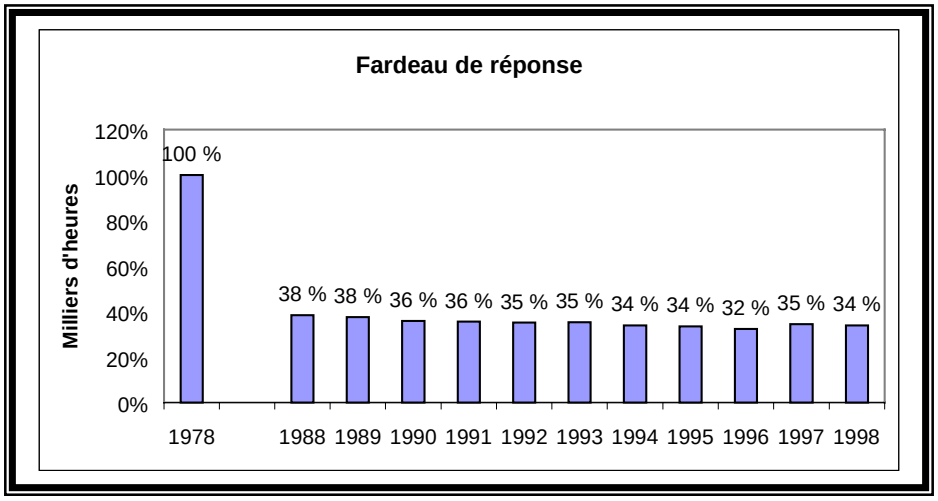
Une infrastructure nationale de la connaissance statistique

Calcul du fardeau de réponse

Statistique Canada accorde encore la plus haute importance à la réduction et à la limitation du fardeau de réponse des répondants. C'est pourquoi il fait constamment des efforts pour limiter le fardeau de réponse.

Statistiques des entreprises

Chaque année, l'organisme établit un indicateur du fardeau de réponse selon le temps estimatif moyen nécessaire pour remplir chaque questionnaire destiné aux entreprises, la fréquence de l'enquête et le nombre de répondants. Le calcul exclut le Recensement quinquennal de l'agriculture et d'autres enquêtes ponctuelles.



En 1998-1999, le fardeau de réponse des entreprises a, dans l'ensemble, diminué. Cette situation découle de l'effet compensatoire créé, où l'alourdissement du fardeau résultant de l'Enquête unifiée des statistiques des entreprises a été partiellement contrebalancé en raison du fait que plusieurs enquêtes biennales n'ont pas été tenues en 1998, que l'organisme utilise de plus en plus les données administratives et qu'il s'est doté de moyens électroniques pour la déclaration des données dans le cadre de certaines nouvelles enquêtes, et que d'autres enquêtes n'ont pas été menées ou ont été annulées parce qu'on pouvait obtenir les données par la voie d'autres enquêtes. Grâce à tous ces moyens, l'organisme a réussi à maintenir un fardeau réduit d'environ 39 000 heures.

Statistiques sociales

En 1998, un peu plus de 100 000 ménages canadiens ont consacré en moyenne environ 8,5 minutes par mois (par rapport à 10 minutes en 1997-1998) pour répondre à la plus grande enquête sur les ménages de Statistique Canada, l'Enquête sur la population active, y compris ses suppléments au cours de la période de six mois où ils ont fait partie de l'échantillon. Cela équivaut à une moyenne de 28 secondes par mois pour tous les ménages canadiens.

Statistiques du Recensement de la population

Nous prévoyons pour l'instant que le contenu du questionnaire du Recensement de 2001 sera identique à celui de 1996. Dans le cadre du programme d'essais qualitatifs, nous avons a cherché à comprendre comment les répondants réagiraient aux questions et à choisir la formulation la plus facilement compréhensible.

Utilisation de données administratives en remplacement des enquêtes

Grâce à l'utilisation accrue de dossiers administratifs au lieu d'enquêtes faites directement auprès des répondants, nous avons pu réduire considérablement le fardeau de réponse depuis quelques années.

- L'organisme continue d'utiliser les données fiscales pour produire des estimations plutôt que de faire enquête directement auprès des petites entreprises.
- Pour l'année de référence 1997, le programme des Industries des services utilise des données administratives pour produire des estimations pour environ 24 % de ses industries, lesquelles représente environ 28 % des revenus des industries des services.
- L'organisme collabore étroitement avec Revenu Canada pour exploiter à des fins statistiques l'Index général de renseignements financiers (IGRF) actuellement en voie d'élaboration. Pour l'année d'imposition 1999, Revenu Canada continuera de transcrire tous les états financiers tirés des déclarations de revenus des entreprises selon le format IGRF.
- Grâce aux fichiers des retenues sur la paie par l'employeur de Revenu Canada, nous avons pu réduire de beaucoup la taille de l'échantillon pour l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, qui est passé de 860 000 communications par année avec les entreprises en 1994 à environ 120 000 communications lorsque la dernière tranche de la refonte de l'enquête a été terminée au cours de l'exercice 1998-1999.
- Revenu Canada a récemment adopté le numéro d'entreprise et, comme nous l'avons adapté au Registre des entreprises, nous pouvons maintenant exploiter les fichiers de la taxe sur les produits et services.
- Pour l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, le nombre de répondants pour lesquels des données fiscales ont été utilisées comme couverture des renseignements relatifs au revenu a atteint 46 200 comparativement à 6 900 répondants interviewés.
- Les dossiers administratifs servent en remplacement des enquêtes pour la collecte de données statistiques régionales relatives aux particuliers et aux familles et pour la création d'échantillons longitudinaux permettant l'étude en profondeur de l'évolution du revenu personnel et familial.

L'utilisation des dossiers administratifs présente beaucoup d'avantages, mais il y a de graves contraintes pour ce qui est de la protection de la vie privée et de la confidentialité de sorte que nous ne pouvons les utiliser comme bon nous semble. Bien sûr, nous ne produisons que des estimations statistiques regroupées, et le contenu des déclarations de revenus des particuliers et celui des enquêtes est conservé dans la plus stricte confidentialité comme l'exige la *Loi sur la statistique*.

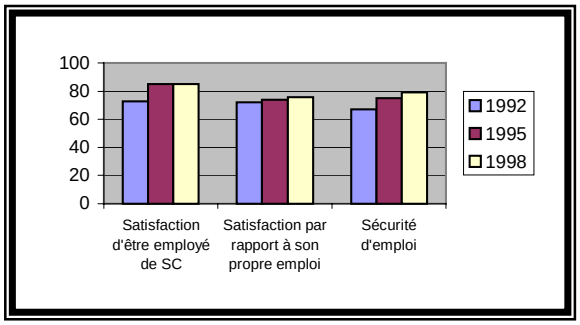
Évolution d'autres moyens de déclaration et de collecte des données

L'organisme a continué de faire des progrès dans sa recherche de moyens visant à faciliter la déclaration électronique de l'information en vue de remplacer les questionnaires sur papier remplis par les répondants. Au cours du dernier exercice, nous avons lancé de nouvelles études préliminaires et des projets visant à élargir l'utilisation de la déclaration électronique pour plus d'enquêtes. La déclaration électronique peut alléger de beaucoup le fardeau de réponse grâce au transfert automatique de l'information à Statistique Canada à partir des systèmes de données des entreprises.

Il est probable que, peu à peu, de plus en plus d'enquêtes seront assorties d'une option de déclaration électronique de l'information. Il faut souligner toutefois que ces développements se produiront à un rythme qui dépend beaucoup de la capacité technologique des répondants d'adopter ces méthodes et de l'existence de procédures de sécurité reconnues et largement acceptées.

Sondage d'opinion auprès des employés

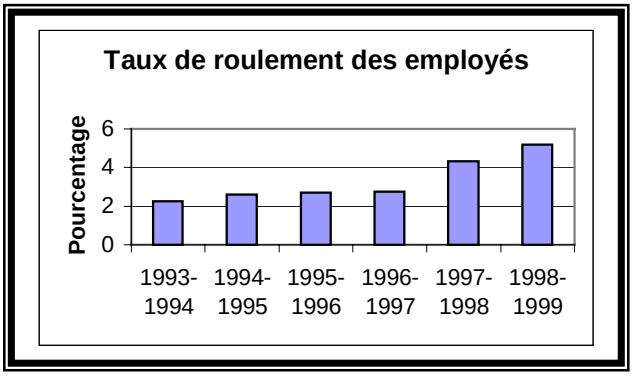
Statistique Canada mène à tous les trois ans un sondage d'opinion auprès de ses employés. Ce sondage permet aux gestionnaires de prendre le pouls de leurs employés. Il offre surtout l'avantage de susciter des communications sur des points précis entre les employés et les gestionnaires, de sorte que les employés ont la possibilité de participer à l'amélioration de leur milieu de travail.



L'organisme a fait ce sondage pour la première fois en 1992; il en a fait un deuxième en 1995 et un troisième en 1998. Le taux de réponse a été de 74 % en 1992, de 77 % en 1995 et de 74 % en 1998. Ci-après un échantillon des questions et des réponses. Bien que la plupart des résultats aient été favorables en 1998, certaines réponses indiquent que des améliorations sont nécessaires sur certains points.

Taux de roulement des employés

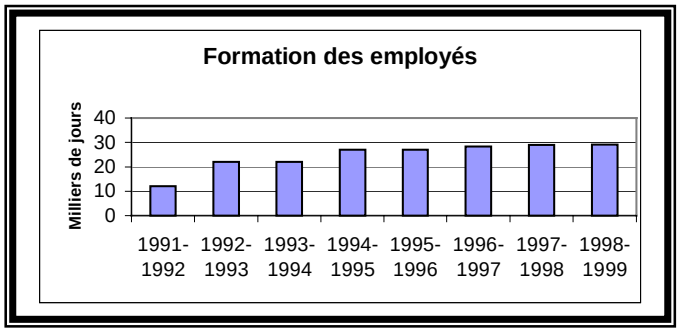
L'attrition est restée relativement stable au cours de la période qui va de 1993-1994 à 1996-1997. L'augmentation du roulement des employés en 1997-1998 est surtout attribuable à la mobilité du personnel dans le secteur de l'informatique. Dans ce domaine, le marché du travail tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la fonction publique a procuré de nombreuses possibilités de mobilité professionnelle au



cours de la dernière année. Bien que cette situation se soit stabilisée, l'organisme connaît actuellement un retour à des taux de roulement comparables à ceux de la fin des années 80, au moment où le marché du travail s'améliore tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la fonction publique. L'augmentation totale en 1998-1999 est donc attribuable à un mouvement général à la hausse pour tous les emplois.

Investissement dans la formation des employés

Le graphique ci-contre illustre le nombre de jours que l'organisme a consacré chaque année à la formation de ses employés.



Pour qu'il puisse compter sur un effectif motivé, polyvalent et capable de s'adapter, Statistique Canada a accordé beaucoup d'importance à la formation depuis quelques années. Au début des années 90, l'organisme a investi environ 1 % de son budget dans la formation. Aujourd'hui, cet investissement est d'environ 3 %. Cette hausse considérable se produit principalement dans les domaines des techniques et de la gestion des enquêtes, de l'analyse des données, des méthodes statistiques, des applications informatiques et du marketing. La formation des employés s'insère dans le cadre global de gestion des ressources humaines de l'organisme, lequel est conçu pour répondre aux principaux besoins de l'organisme sur les plans technique, professionnel et de la gestion, ainsi que pour répondre aux aspirations professionnelles des employés.

SECTION IV : GROUPEMENT DE RAPPORTS

Question de gestion — Passage à l'an 2000

Statistique Canada reconnaît la gravité du problème du passage à l'an 2000. Pour faire face au bogue du millénaire, la haute direction a adopté une approche coordonnée et intégrée pour veiller à ce que tous les systèmes essentiels à sa mission soient prêts. Voici un aperçu des dispositions prises par l'organisme pour le passage à l'an 2000 :

- Statistique Canada a terminé l'inventaire, la planification, l'évaluation et la mise à niveau de tous ses systèmes informatiques et elle est en voie de terminer les derniers essais d'un petit nombre d'éléments de systèmes.
- Statistique Canada n'a pas de systèmes essentiels à la mission de l'ensemble du gouvernement, mais elle a déterminé que les systèmes nécessaires à la production des indicateurs économiques courants (comme l'Indice des prix à la consommation, le taux de chômage, le produit intérieur brut mensuel) sont essentiels à sa propre mission. Dans son évaluation au mois de juillet, le Secrétariat du Conseil du Trésor a déterminé que Statistique Canada avait terminé les travaux essentiels à sa mission dans une proportion de 98,5 %, selon son indice.
- Pour ce qui est des applications non essentielles à la mission, la date cible pour la transformation est le milieu de 1999 et, pour les essais, octobre 1999.
- Nous avons élaboré des plans d'urgence en cas de panne au début de l'an 2000. Le plan a été présenté au Groupe de planification nationale de contingence et il a reçu le feu vert.
- En préparation de la fin de semaine de passage au prochain siècle, nous sommes en voie d'établir un plan détaillé de transition portant sur les horaires du personnel et les calendriers de vérification. Il porte sur les trois aspects suivants : installations matérielles, infrastructure informatique centrale et exploitation informatique du programme.
- Statistique Canada a conclu des ententes bilatérales avec de nombreux fournisseurs de données principales et poursuit ses pourparlers de préparatifs mutuels avec ses partenaires de l'industrie et des administrations.
- Statistique Canada respecte son calendrier et est convaincu qu'il pourra continuer à fournir des données économiques et sociales exactes et valables avant, pendant et après l'an 2000.

SECTION V : RENDEMENT FINANCIER

Tableaux financiers récapitulatifs

Les tableaux financiers qui suivent s'appliquent à Statistique Canada:

Tableau financier 1 Sommaire des crédits approuvés

Besoins financiers par autorisation (en millions de dollars)

Crédit	Dépenses prévues 1998-1999	Autorisations totales 1998-1999[1]	Dépenses réelles 1998-1999
Statistique Canada			
110 Dépenses de Programme	264,7	290,5	**281,2**
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	52,1	54,7	**54,7**
Total du Bureau	**316,8**	**345,2**	**335,9**

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

Tableau financier 2 Comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles

Dépenses prévues par opposition aux dépenses réelles par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteurs d'activité	ETP	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en immobilisations	Subventions et contributions votées	Total provisoire : dépenses brutes votées	Subventions et contributions prévues par la loi	Total des dépenses brutes	Moins : recettes disponibles*	Total des dépenses nettes
Statistique économique et sociale	4 280	331,2	0,0	0,0	331,2	0.0	331,2	55,9	275,3
	4 280	*355,2*	*0,0*	*0,5*	*355,7*	*0,0*	*355,7*	*55,9*	*299,8*
	4 301	**338,8**	**0,0**	**0,5**	**339,3**	**0,0**	**339,3**	**48,1**	**291,2**
Statistique du Recensement de la population	712	59,6	0,0	0,0	59,6	0,0	59,6	18,1	41,5
	712	*63,5*	*0,0*	*0,0*	*63,5*	*0,0*	*63,5*	*18,1*	*45,4*
	741	**62,4**	**0,0**	**0,0**	**62,4**	**0,0**	**62,4**	**17,7**	**44,7**
Total	4 992	390,8	0,0	0,0	390,8	0,0	390,8	74,0	316,8
	4 992	*418,7*	*0,0*	*0,5*	*419,2*	*0,0*	*419,2*	*74,0*	*345,2*
	5 042	**401,2**	**0,0**	**0,5**	**401,7**	**0,0**	**401,7**	**65,8**	**335,9**
Autres recettes et dépenses									
Recettes non disponibles**									1,0
									1,0
									1,0
Coût des services offerts par d'autres ministères									44.3
									44,3
									37,2
Coût net du programme									362,1
									390,5
									374,1

Nota :

- Les chiffres en caractères ordinaires correspondent aux dépenses prévues pour 1998-1999.
- Les chiffres en italiques correspondent aux autorisations totales pour 1998-1999 (budget des dépenses principal et supplémentaire et autres autorisations).
- Les chiffres en caractères gras correspondent aux dépenses/recettes réelles en 1998-1999.

*Auparavant appelées « recettes à valoir sur le crédit ».
**Auparavant appelées « recettes à valoir sur le Trésor ».

Tableau financier 3 Comparaison historique des dépenses totales prévues et des dépenses réelles

Dépenses prévues par opposition aux dépenses réelles par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteurs d'activité	Dépenses réelles 1996-1997	Dépenses réelles 1997-1998	Dépenses prévues 1998-1999	Autorisations totales 1998-1999 [1]	Dépenses réelles 1998-1999
Statistique économique et sociale	246,9	258,1	275,3	299,8	291,2
Statistique du Recensement de la population	190,9	36,7	41,5	45,4	44,7
Total	**437,8**	**294,8**	**316,8**	**345,2**	**335,9**

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

Tableau financier 6 Recettes disponibles

Recettes disponibles par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteurs d'activité	Recettes réelles 1996-1997	Recettes réelles 1997-1998	Recettes prévues 1998-1999	Autorisations totales 1998-1999 [1]	Recettes réelles 1998-1999
Statistique économique et sociale	47,9	51,3	55,9	55,9	48,1
Statistique du Recensement de la population	8,6	13,5	18,1	18,1	17,7
Total des recettes disponibles*	**56,5**	**64,8**	**74,0**	**74,0**	**65,8**

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

*Auparavant appelées « recettes à valoir sur le crédit ».

Tableau financier 7 Recettes non disponibles

Recettes non disponibles par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteurs d'activité	Recettes réelles 1996-1997	Recettes réelles 1997-1998	Recettes prévues 1998-1999	Autorisations totales 1998-1999 [1]	Recettes réelles 1998-1999
Statistique économique et sociale	0,2	1,1	1,0	1,0	1,0
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des recettes non disponibles*	**0,2**	**1,1**	**1,0**	**1,0**	**1,0**

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

*Auparavant appelées « recettes à valoir sur le Trésor ».

Tableau financier 9 Paiements de transfert

Paiements de transfert par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteurs d'activité	Paiements réels 1996-1997	Paiements réels 1997-1998	Dépenses prévues 1998-1999	Autorisations totales 1998-1999 [1]	Paiements réels 1998-1999
SUBVENTIONS					
Statistique économique et sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des subventions	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
CONTRIBUTIONS					
Statistique économique et sociale	0,9	0,4	0,0	0,5	0,5
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des contributions	**0,9**	**0,4**	**0,0**	**0,5**	**0,5**
Total des paiements de transfert	**0,9**	**0,4**	**0,0**	**0,5**	**0,5**

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

VI : AUTRES RENSEIGNEMENTS

A. Centres de consultation régionaux

Région de l'Atlantique
Le centre dispense des services à la population de Terre-Neuve et du Labrador, de la Nouvelle- Écosse,de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick.

Advisory Services
Services consultatifs
Statistique Canada
1741, rue Brunswick
2e étage, boîte 11
B3J 3X8
Appels locaux : (902) 426-5331
Télécopieur : (902) 426-9538

Québec et Nunavut
Services consultatifs
Statistique Canada
Complexe Guy-Favreau
Tour Est, 4e étage
200, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)
H2Z 1X4
Appels locaux : (514) 283-5725
Télécopieur : (514) 283-9350

Ontario
Services consultatifs
Statistique Canada
Édifice Arthur-Meighen, 10e étage
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ontario)
M4T 1M4
Appels locaux : (416) 973-6585
Télécopieur : (416) 973-7475

Région des prairies
Les centres dispensent des services à la population du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest.

Services consultatifs
Statistique Canada
Immeuble Via Rail, bureau 200
123, rue Main
Winnipeg (Manitoba)
R3C 4V9
Appels locaux : (204) 983-4020
Télécopieur : (204) 983-7543

Services consultatifs
Statistique Canada
Park Plaza, bureau 440
2365, rue Albert
Regina (Saskatchewan) S4P 4K1
Appels locaux : (306) 780-5405
Télécopieur : (306) 780-5403

Services consultatifs
Statistique Canada
Discovery place, bureau 201
3553, 3e rue Nord-Ouest
Calgary (Alberta)
T2L 2K7
Appels locaux: (403) 292-6717
Télécopieur: (403) 292-4958

Services consultatifs
Statistique Canaada
Park Square, 8e étage
10001, rue Bellamy Hill
Edmonton (Alberta)
T5J 3B6
Appels locaux: (403) 495-3027
Télécopieur: (403) 495-5318

Région du Pacifique
Dispense des services à la population de la Colombie-Britanique et du territoire du Yukon
Services consultatifs
Statistique Canada
Library Square Tower
300 rue Georgia Ouest, bureau 600
Vancouver (Colombie-Britanique)
V6B 6C7
Appels locaux: (604) 666-3691
Télécopieur: (604) 666-4863

Région de la Capital Nationale
Centre de consultation statistique (RCN)
Statistique Canada
Foyer de l`immeuble R.-H.-Coats
Avenue Holland
Ottawa, (Ontario)
K1A 0T6
Appels locaux: (613) 951-8116
Télécopieur: (613) 951-0581

Numéro sans frais pour les demandes de renseignements : 1 800 263-1136
Appareils de télécommunications pour les malentendants : 1 800 363-7629
Numéro sans frais pour commander seulement : 1 800 267-6677

B. Mandat législatif

Voici une liste des lois fédérales qui, au même titre que la *Loi sur la statistique*, accordent au statisticien en chef ou à Statistique Canada la responsabilité de la collecte ou de la fourniture de données précises :

Loi constitutionnelle	1867
Loi de l'impôt sur le revenu	1948, ch. 52
Loi de 1971 sur l'assurance-chômage qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. U-1, telle
Loi de 1977 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. F-8, telle
Loi de 1980 remaniant la législation bancaire	1991, ch. 46
Loi électorale du Canada qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. E-1, telle
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. S-23, telle
Loi sur la concurrence qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. C-34, telle
Loi sur l'aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. C-28, telle
Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. E-3, telle
Loi sur la sécurité de la vieillesse qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. O-9, telle
Loi sur la taxe d'accise qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. E-14, telle
Loi sur le Conseil des Arts du Canada qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. C-2, telle
Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et des croisements de chemin de fer qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. R-4, telle
Loi sur le Parlement du Canada qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. P-1, telle
Loi sur l'équité en matière d'emploi	L.R.C., 1985, ch. 23, (2e supp.)
Loi sur le Régime de pensions du Canada qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. C-8, telle
Loi sur les allocations aux anciens combattants qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. W-3, telle
Loi sur les allocations spéciales pour enfants	1992, ch. 48 (annexe)
Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. C-43, telle
Loi sur les juges	L.R.C., 1985, ch. J-1, telle qu'amendée
Loi sur les langues officielles qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. O-3, telle
Loi sur les pensions qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. P-6, telle
Loi sur les prestations de retraite supplémentaires qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. S-24, telle
Loi sur les subventions aux municipalités qu'amendée	L.R.C., 1970, ch. M-15, telle
Loi sur les traitements qu'amendée	L.R.C., 1985, ch. S-3, telle

C. Maintien de la pertinence du programme

Assurer le bien-fondé du Programme de Statistique Canada constitue l'un des principaux objectifs de l'organisme. Pour maintenir le haut niveau de pertinence du programme, Statistique Canada s'appuie sur deux mécanismes fondamentaux, à savoir :

A. Les conseils prodigués par les organismes consultatifs externes suivants :

- *Conseil national de la statistique*

  Le Conseil national de la statistique conseille le statisticien en chef du Canada sur tout l'éventail des activités de Statistique Canada, en particulier en ce qui a trait aux priorités du Programme dans son ensemble.

- *Comités consultatifs professionnels*

  Un réseau de comités consultatifs professionnels des domaines statistiques importants examine continuellement les produits statistiques de l'organisme et aide à fixer les priorités et à accroître la pertinence des programmes.

- *Liens bilatéraux avec des ministères fédéraux clés*

  Statistique Canada entretient des rapports bilatéraux constants et étroits avec des ministères et des organismes fédéraux clés, dont les ministères des Finances, de l'Industrie, de la Santé, du Développement des ressources humaines, de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, des Transports, du Revenu (Impôt et Douanes), du Patrimoine, de la Citoyenneté et de l'Immigration, de la Justice, ainsi qu'avec l'Office des transports du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Ces liens bilatéraux favorisent la sensibilisation aux besoins des divers ministères et à leurs priorités respectives en matière d'information.

- *Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique (et ses sous-comités)*

  Ce conseil et ses sous-comités forment un réseau composé de 13 représentants officiels des provinces et des territoires qui, de concert avec Statistique Canada, s'emploient à cerner les besoins en matière de données, à échanger sur les activités statistiques en cours et à coordonner la diffusion des produits de Statistique Canada dans les diverses administrations provinciales et territoriales[4].

4. Trois initiatives spéciales dans les domaines de la statistique de la santé, de l'éducation et de la justice méritent d'être soulignées :

   Santé : Les priorités de Statistique Canada sont établies avec le concours du conseil d'administration de l'Institut canadien d'information sur la santé, qui comprend notamment des hauts représentants des provinces et du secteur privé et le statisticien en chef du Canada.

   Éducation : Le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation est une création commune de Statistique Canada et du Conseil des ministres de l'Éducation. Ce groupe, qui est composé du statisticien en chef et des sous-ministres provinciaux et territoriaux de l'Éducation, conseille le statisticien en chef au sujet du Programme de la statistique de l'éducation de Statistique Canada.

Étant donné la nature de ces mécanismes de consultation et la portée de leur examen, les conseils reçus touchent à la longue pratiquement tous les programmes de Statistique Canada.

B. Le système de planification et de contrôle du rendement a pour objectif de maintenir l'efficacité du programme global et de chacune de ses composantes. À cette fin, le système poursuit quatre grands objectifs, à savoir :

- évaluer les programmes du Bureau et leurs ressources afin de les adapter aux priorités et aux besoins changeants des clients, de saisir les occasions qui se présentent et de faire face aux pressions opérationnelles, tout en réduisant au minimum les conséquences négatives des compressions budgétaires quand elles surviennent;

- cerner et résoudre les problèmes de portée générale qui ont une incidence sur les politiques et les pratiques en matière de technologie et de gestion;

- promouvoir l'innovation et l'efficacité;

- contrôler le rendement des programmes réguliers et des principaux projets afin de déterminer si les résultats sont ceux attendus et s'ils sont conformes aux objectifs du Bureau.

Grâce à la réalisation de ces objectifs, le processus lie la répartition des ressources, d'une part, et les plans stratégiques et opérationnels ainsi que le rendement des programmes, d'autre part. Le Bureau considère comme prioritaires les programmes, méthodes ou domaines de gestion qui nécessitent le plus d'attention durant la période de planification. L'urgence des investissements est évaluée en fonction tant de l'importance intrinsèque des améliorations que des degrés respectifs de bon état.

Justice : Le Conseil de l'information juridique, qui se compose des sous-ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables des politiques et des programmes en matière de justice et du statisticien en chef, conseille ce dernier au sujet du Programme de la statistique juridique du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada.

D. Dates de diffusion préétablies des principales enquêtes

Statistique Canada établit un calendrier de diffusion des données pour ses principaux produits statistiques. Le tableau suivant fait état des principaux produits et de leur périodicité.

Domaines principaux, produits choisis et niveau de service

Domaines principaux et produits choisis	Niveau de service Fréquence
Assurance-emploi	Mensuelle
Commerce de détail	Mensuelle
Commerce de gros	Mensuelle
Commerce de marchandises extérieur canadien	Mensuelle
Emploi, gains et durée du travail	Mensuelle
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Mensuelle
Enquête sur la population active	Mensuelle
Indice composite	Mensuelle
Indice de l'offre d'emploi	Mensuelle
Indice des prix à la consommation	Mensuelle
Indice des prix des logements neufs	Mensuelle
Indice des prix des produits industriels	Mensuelle
Indice des prix des matières brutes	Mensuelle
Opérations internationales et valeurs mobilières du Canada	Mensuelle
Permis de construire	Mensuelle
Produit intérieur brut réel	Mensuelle
Ventes de véhicules automobiles neufs	Mensuelle
Voyages entre le Canada et les autres pays	Mensuelle
Balance des paiements internationaux	Trimestrielle
Caractéristiques des voyageurs internationaux	Trimestrielle
Compte des voyages internationaux	Trimestrielle
Comptes économiques et financiers nationaux	Trimestrielle
Enquête sur la situation des entreprises, industries manufacturières canadiennes	Trimestrielle
Statistiques financières trimestrielles des entreprises	Trimestrielle
Taux d'utilisation de la capacité industrielle	Trimestrielle
Recettes monétaires agricoles	Trimestrielle
Investissements privés et publics au Canada	Annuelle
Revenu agricole net	Annuelle
Rapports sur les grandes cultures	Saisonnière

En 1998-1999, toutes les enquêtes ont respecté les dates de diffusion préétablies.

E. Index

A

accessibilité 16, 39
actualité 17, 38, 39
an 2000 ..... 21, 26, 41
Autochtones..... 29

B

branché 29, 44

C

client..... 45, 46, 47
clientèle 32, 33, 47
coefficients de variation 37
cohérence..... 16, 49
cohésion sociale..... 5, 7, 24, 26
Comité de recherche sur les politiques..... 24, 28
couverture..... 34
croissance économique..... 25

D

défis et possibilités à l'échelle mondiale 28
développement des ressources humaines .. 5, 7, 26
disponibilité de la main-d'œuvre..... 13

E

économie basée sur le savoir 25
employés 16, 17, 22, 25, 45, 46, 47, 54, 55, 57
Enquête sur la population active17, 34, 35, 36, 37, 39, 51, 52, 66
exactitude 5, 17, 31, 33, 38, 48

F

fardeau de réponse..... 16, 17, 51, 52, 53, 54

I

Initiative de recherche sur les politiques 24
intelligibilité 5, 17, 48
Internet 16, 23, 40, 41, 42, 43, 44, 46

L

Lacunes statistiques II 18, 24

M

main-d'œuvre 25, 28
mandat..... 8, 9, 47
marché du travail..... 9, 25, 28, 45, 54
médias 10, 16, 20, 40
métadonnées..... 16, 48, 49
mission 5, 8, 16, 17, 22, 56
monde du travail..... 27

N

normes.....9, 10, 15, 16, 17, 34, 41, 46, 49

P

partenariat..... 8, 16, 44
pertinence 15, 16, 18
Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales 5, 31

Q

qualité.....5, 8, 9, 15, 16, 17, 19, 28, 33, 35, 48, 49

R

Recensement de la population5, 12, 13, 19, 41, 42, 45, 48, 59, 60
Registre des entreprises..... 32, 35, 53
rémunération du travail 25
ressources humaines.....17, 27, 45, 55, 64
revenu du travail..... 13

S

secteurs d'activité..... 5, 11, 12, 15
service 12, 13, 24, 42, 43, 46, 47, 66
site Web 43, 44, 47
statistiques de la santé 18
statistiques sur l'éducation 19
statistiques sur les services..... 18
syndicats..... 10, 20, 63
systèmes de classification..... 49

T

taxe de vente harmonisée 5, 33
travail 53

V

vérificateur général..... 5, 48